

L'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 184
JEUDI 12 AVRIL 73

EN AVANT VERS UN 1^{er} MAI D'UNITÉ PROLÉTARIENNE

Dans un peu plus de quinze jours, des millions d'ouvriers de par le monde célèbreront le 1^{er} mai, journée historique du prolétariat international.

Chaque année, dans le monde entier, des millions d'hommes et de femmes, déjà débarrassés du joug des exploiters capitalistes, comme en Chine, en Albanie, au Vietnam du Nord, en Corée..., ou sur le chemin de leur émancipation, comme partout ailleurs dans le monde, manifestent leur confiance dans l'avenir radieux de l'humanité : le 1^{er} mai, c'est la journée de la classe d'avenir, la journée où la classe la plus révolutionnaire « passe en revue ses forces » comme aimait à le dire le grand et vénéré communiste vietnamien, Ho Chi Minh.

Dans notre pays aussi le 1^{er} mai reflétera le développement du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et de ses alliés, les paysans, les intellectuels et la jeunesse progressistes.

Les marxistes-léninistes, représentants le détachement d'avant-garde du prolétariat de France, ont choisi de faire du 1^{er} mai 73 qui correspond à une période d'essor de la lutte de la classe ouvrière et du peuple, une journée placée sous le signe de l'unité prolétarienne et de l'unité populaire. Cette unité à la base et pour l'action est en effet la plus profonde aspiration de tous les travailleurs de notre pays à l'heure actuelle.

Depuis cinq années, depuis 1968, les dirigeants révisionnistes du P. C. F. et de la CGT se sont violemment opposés à cette unité. Et voilà que maintenant il font volte-face et réclament à cor et à cris l'unité. Les dirigeants contre-révolutionnaires de ces organisations n'ont pas changé de nature. Simplement, ils sont incapables de juguler la volonté de lutte des masses après l'échec des illusions électorales qu'ils avaient entretenues. Ils sont contraints, sous peine d'être chassés à court terme des rangs ouvriers où ils se sont infiltrés, de suivre le mouvement. Ils cherchent vainement à se porter à sa tête afin de mieux le contrôler et de le maintenir dans les limites acceptables pour la bourgeoisie.

Les éléments avancés du prolétariat ne doivent entretenir aucune illusion sur le « nouveau cours » de la tactique révisionniste. L'unité prolétarienne est une unité pour l'action et nous devons continuer de tracer avec netteté la ligne de démarcation qui sépare le marxisme-léninisme du révisionnisme moderne.

Les propagateurs des idées bourgeoises dans les rangs ouvriers ont choisi de rafraîchir leur masque ; à l'« union populaire avec les vieux chevaux de retour socialistes » ils font semblant de substituer l'unité des masses, ils font comme le loup de la fable qui se déguise en agneau pour entrer dans la bergerie. Nous ne pouvons douter que le prolétariat, que tout le peuple saura leur arracher ce nouveau déguisement. La meilleure voie dans ce sens, c'est de lutter sans défaillance contre le capitalisme exploiteur, en s'organisant pour l'action et en réalisant effectivement l'unité prolétarienne et populaire dans l'action pour la satisfaction des justes revendications prolétariennes comme les O.S. de Renault, de Peugeot et des revendications populaires comme les lycéens et étudiants.

« Abrogation de la circulaire fasciste Fontanet contre les travailleurs immigrés ! »

Pas de salaire inférieur à 1 200 F !

La retraite à 60 ans !

40 h tout de suite sans diminution de salaire !

A travail égal, salaire égal !



Photo A.P.L.



Photo H.R.

Le 1^{er} mai c'est aussi la journée de l'internationalisme prolétarien, la journée où les cœurs des prolétaires des peuples et nations opprimés battent à l'unisson. Les travailleurs français manifestent leur unité indéfectible avec les peuples du monde en reprenant les mots d'ordre :

« Vive la Chine et l'Albanie socialistes ! »

- Vive les héroïques peuples indochinois ! •
- Le peuple khmer vaincra ! •
- Le peuple palestinien vaincra ! •
- A bas l'impérialisme US ! •
- A bas le social-impérialisme soviétique ! •
- A bas l'impérialisme français ! •
- Le peuple brésilien vaincra ! •

UN MINISTÈRE FASCISANT

Personne ne s'y est trompé : le nouveau gouvernement marque un net virage à droite. « L'ouverture », dont on a tellement entendu parler, s'est faite en direction d'éléments fascisants.

L'heure n'est plus à « l'orthodoxie gaulliste ». Ce qui compte avant tout, c'est de réaliser le front de la réaction. Debré en a été pour ses frais.

Pompidou a tiré non seulement la leçon des élections qui, à leur façon, ont marqué une profonde volonté de changement, mais aussi du développement des luttes ouvrières et de la jeunesse scolaire qui ont immédiatement suivi ces élections. C'est une certitude pour la réaction : l'ordre capitaliste se trouve de plus en plus menacé et l'avenir ne s'annonce pas rose pour la bourgeoisie.

Le « libéralisme » à la Edgar Faure a fait la démonstration de son incapacité à assurer la fameuse « paix sociale » malgré la collaboration active des directions révisionnistes et réformistes.

Le nouveau gouvernement Messmer est le gouvernement d'une bourgeoisie qui se voit menacée. C'est le gouvernement d'une bourgeoisie prête à tout pour assurer son pouvoir. Chacun des membres de ce gouvernement a fait la preuve dans divers domaines de son choix en faveur des solutions fascisantes. A la différence du précédent gouvernement qui assurait un certain rôle aux tenants de la « concertation », aux représentants de la bourgeoisie dite « libérale », ce gouvernement-ci marque la suprématie sans partage des partisans de la manière forte.

D'ailleurs, les déclarations faites à la suite du premier conseil des ministres et les mesures qui ont

suivi montrent avec éclat l'orientation.

C'est à une véritable provocation de la jeunesse scolaire en lutte que nous assistons.

Se refusant catégoriquement à satisfaire les revendications des lycéens et étudiants, Pompidou et le gouvernement ont adopté la solution de l'épreuve de force.



« Le moment est venu de mettre un terme à la politisation des lycées et des universités », devait déclarer Fontanet. Ce qui en clair signifie qu'il veut supprimer la liberté d'expression dans les lycées et facultés. Cette menace se trouve assortie de mesures concrètes. Les proviseurs vont être dotés des pouvoirs leur permettant d'infliger des sanctions. « Les moyens nécessaires à l'exercice de cette autorité seront accrus. »

Il proclame « illégales » les occu-

pations de lycées et facultés, ce qui veut dire que la police interviendra systématiquement comme elle l'a fait à Strasbourg, avec la sauvagerie que l'on sait.

Il annonce qu'il a suspendu un professeur pour fait de grève.

Quant à Pompidou, il fait savoir que les examens n'auront pas lieu là où des grèves auront éclaté.

Et Messmer déclare : « Les lycéens vont comprendre qu'il faut rentrer dans l'ordre, faute de quoi on les y conduira avec vigueur. »

Gageons que s'ils comptent ainsi intimider la jeunesse et lui faire abandonner la lutte pour ses revendications, ils se trompent lourdement.

Les réactionnaires ont toujours été de provocations en échecs, et il en ira ainsi jusqu'à leur perte définitive.

Trois Sénégalais morts de faim et de froid, victimes des marchands d'esclaves

Samedi, on a découvert dans les pyrénées, les cadavres de trois Sénégalais, mort de froid et de faim. Avec plusieurs de leurs compatriotes, ils tentaient de franchir clandestinement la frontière pour venir chercher du travail en France. Démunis de vivres, sans habits chauds, ils ont été abandonnés par le « passeur » après que celui-ci eût encoissé son argent. On craint que d'autres Sénégalais aient été abandonnés dans les mêmes circonstances — on signale que plus de 500 Sénégalais attendent, en Espagne, de franchir clandestinement la frontière. Chaque jour, il y a plus de 200 passages d'Africains et surtout de Portugais.

Chaque année, des millions de travailleurs africains sont à la merci d'une poignée de brigands parasites — passeurs, fournisseurs de carte, logeurs — qui profitent de leur total dénuement. Mais le véritable responsable, c'est l'impérialisme français, c'est le gouvernement des monopoles, qui vient encore d'aggraver la situation misérable des immigrés avec la circulaire Marcellin-Fontanet.

Assez de crimes contre nos frères immigrés !

Travailleurs français et immigrés, tous unis contre l'esclavage et l'exploitation capitaliste !

QUI SONT-ILS ?

Dans ce nouveau gouvernement, certains sont connus, trop connus même. Inutile donc de présenter Marcellin toujours ministre de l'Intérieur, ni Peyrefitte dont les propos tenus lors de la campagne électorale ne sont pas oubliés, ni Giscard d'Estaing. Par contre, il en est d'autres que l'on connaît à peine. En voici quelques-uns.

Joseph Comiti : Comment embrigader la jeunesse

Nommé aux Relations avec le Parlement, Comiti est l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports.

A ce poste, il s'est distingué en démantelant la Fédération des Maisons de jeunes et de la culture qu'il accusait de « communisme ». Par tous les moyens, il a tenté de faire disparaître les organisations de jeunesse progressistes telles les C.L.A.J.

Charbonnel : Le délateur

On le connaît surtout pour les déclarations qu'il fit devant une assemblée de militants de l'U.D.R. Il les appela à dénoncer les enseignants ayant un point de vue non conforme à celui du gouvernement.

Royer : l'inquisiteur

Maire de Tours, il a fait beaucoup parler de lui. Partisan de l'« ordre moral », il interdit et autorise selon son bon plaisir les projections de films.

Il fit interdire la projection du chef-d'œuvre d'Eisenstein : *Le cuirassé Potemkine*, relatant un épisode célèbre de la révolution russe. La nomination d'un tel individu au gouvernement en dit long.

Maloud : l'information muselée

Il s'est fait remarquer aux fonctions de secrétaire d'État à l'Information.

Ayant parmi ses proches collaborateurs d'anciens membres du groupe fasciste « Occident », il est le responsable numéro un de la mise au pas de l'O.R.T.F. Il a tenté d'y supprimer le droit de grève.

La création d'un ministère de l'Information l'ayant à sa tête montre assez la volonté de contrôler l'information.

Galley : grévistes, hors-la-loi !

Il s'est signalé tout récemment par son attitude vis-à-vis des aiguilleurs du ciel en faisant intervenir l'armée et en prononçant sept radiations. C'est un ennemi farouche du droit de grève.

Cette phrase de lui en dit long : « Je crois à l'obéissance absolue aux instructions du président de la République. »

Taittinger : l'Heritier

Il a un lourd héritage à assumer. Son père fut avant-guerre fondateur de la ligue fasciste « Les Jeunesses patriotes » et fut un collaborateur notoire.

Sauf erreur de notre part, il fut un des principaux auteurs du projet de régionalisation de 1969 et de transformation du Sénat en chambre corporatiste de type mussolinien.

Poniatowsky :

En secrétaire général des Républicains indépendants, il lança un appel à l'épuration de l'État. Une de ses caractéristiques, et non des moindres, est d'être un partisan du sionisme israélien.

Maurice Druon : La coupole et le goupillon

En 1971, alors que le gouvernement avait violemment attaqué certains prêtres qui protestaient contre

la répression, Druon déclarait : « L'Église a pour vocation de dispenser des certitudes de pensée et de conduite. Non de répandre des doutes, d'égarer les siens ni les autres... » Tel est l'académicien Druon, aujourd'hui ministre.

Dernière minute :

AGRESSION FASCISTE D'UN COMMANDO ISRAÉLIEN EN PLEIN BEYROUTH !

Mardi 10 avril. — Les radios informent que les sionistes israéliens viennent de perpétrer un crime barbare d'une rare lâcheté. Bénéficiant de complicité, un commando israélien s'est infiltré dans Beyrouth, capitale du Liban, et a sauvagement assassiné quatre dirigeants palestiniens, dont un proche collaborateur de Yasser Arafat.

NOUVEAU CRIME DE L'OAS SIONISTE

Il y a quelques mois, Mahmoud El Hamchari était assassiné par les fascistes sionistes. Le silence total a été fait sur l'enquête. Aujourd'hui, les tueurs sionistes ont à nouveau frappé à Paris, en assassinant le docteur El Koubaissi, combattant de la cause palestinienne.

Il n'est pas tolérable que des tueurs puissent agir ainsi, impunément, sur le territoire français. La facilité avec laquelle ces crimes sont commis, le

silence presque total qui les entoure, nous obligent à penser que les tueurs sionistes bénéficient de solides soutiens dans les sphères gouvernementales.

Il faut exiger que toute la lumière soit faite sur ce dernier crime.

La terreur fasciste ne viendra jamais à bout du peuple palestinien. Pour chaque combattant qui tombe d'autres se lèvent.

PALESTINE VAINCRA !

CLASSE CONTRE CLASSE

USINES PEUGEOT (SAINT-ETIENNE)

1.200 grévistes exigent 1.500 F minimum

Les douze cents travailleurs des deux usines Peugeot de Saint-Etienne, dont la grande majorité sont O.S., sont en grève avec occupation depuis mercredi 4 avril à 14 heures.

Les grévistes demandent un salaire minimum garanti de 1 500 francs pour quarante heures de travail par semaine, une prime de fin d'année et de congé égale pour tous et d'un montant équivalent au treizième mois, calculée sur le niveau le plus élevé, la retraite à soixante ans avec un minimum de

75 % du salaire, une augmentation de la prime de transfert.

Le jeudi 5 avril, la direction Peugeot a cité en référé huit délégués syndicaux appartenant à la C.F.D.T., C.G.T., F.O., pour « occupation illégale d'usine » et pour avoir « interdit l'accès d'ouvriers désirant y pénétrer ». Cela montre que les piquets de grève ont du bon.

La grève avec occupation se poursuit solidement. Les grévistes sont décidés à faire lever les sanctions et à faire triompher leurs revendications.

OHMIC-BOURNS (LE MANS)

LES OUVRIÈRES ONT GAGNÉ

Ohmic-Bourns est une importante usine électronique du Mans, à capitaux américains, qui compte environ 400 OS femmes, jeunes et plus anciennes, et 80 mensuels.

L'exploitation est féroce : dolts écrasés et évanouissements fréquents. Les cadences sont pratiquement infaisables. Les salaires sont parmi les plus bas de la Sarthe. Voici ce qu'une ouvrière dit : « On a la mouleuse et la trieuse à s'occuper. Comment voulez-vous qu'on y arrive ? Les chefs veulent qu'on aillent plus vite, qu'on ramasse les pièces tombées par terre et qu'on les repasse dans la trieuse. Ils ne comptent pas les temps de panne de la machine ou font semblant de ne pas le savoir. Si l'on ne fait pas le rendement, on se fait engueuler parce qu'on parle ! » Une autre femme dit qu'elle a 9 machines à s'occuper au moulage.

Dans ce bagne capitaliste, les ouvrières n'ont jamais cessé la lutte : en 1967, une grève de 3 semaines avec occupation s'était déroulée et a permis d'obtenir de fortes augmentations de salaire. En 1968, après 3 semaines de grève avec occupation des locaux, on obtient des augmentations mais on échoue pour le 13^e mois. Les ouvrières ont gardé un très vif souvenir de ces grandes luttes.

Le mercredi 28 mars, toute l'usine part en grève illimitée. Les revendications sont les suivantes :

- 13^e mois ;
- 40 centimes pour tous supplémentaires.

C.G.T. et C.F.D.T. (majoritaires) tentent de contrôler la grève : aucune revendication sur les cadences ; ce qui serait

pourtant le désir des ouvrières. Le jeudi 29, un piquet de grève s'installe dans l'usine. Les patrons reculent : ils lâchent la moitié du 13^e mois aux congés et les 40 centimes. Les délégués tentent de faire reprendre le travail : « C'est une grande victoire, reprenons la tête haute ». La masse des ouvrières, réunies en assemblée générale, repousse leurs propositions et vote à main levée la grève illimitée. A partir de là, les syndicats sabotent la grève et n'organisent pas de piquets ; ils renvoient les grévistes chez eux. Cela provoque la colère de beaucoup d'ouvrières : « On n'aurait pas dû abandonner l'usine », « Fallait des piquets comme en 1968. »

Le lendemain, vendredi 30, les patrons lâchent pied : ils accordent le 13^e mois complet, moitié aux congés, moitié en décembre. Les ouvrières votent alors la reprise du travail pour lundi 2.

Que conclure de cette grève ? — Les ouvrières de chez Ohmic ont montré une grande combativité, elles parlent de remettre ça en juin. Elles restent vigilantes pour empêcher de nouvelles augmentations des cadences.

— Le moment de la grève était bien choisi : beaucoup de commandes, peu de stocks.

— Les syndicats ont défendu les intérêts des professionnels et des mensuels, techniciens et cadres, et cela est éloquent.

Mais, comme le dit une ouvrière : « Les syndicats ont écarté la classe ouvrière, mais elle se retrouvera toute pour obtenir davantage encore. »

Vive la lutte classe contre classe !

Une OS M.-L.

P.T.T. : les conditions de travail s'aggravent la colère monte

Depuis plusieurs mois, la situation s'aggrave aux P.T.T. Au postal : guichets, service général, distribution, acheminement et transbordement. Le manque d'effectifs est très important et profondément ressenti par les employés. En effet, l'administration continue sa politique de rentabilité et de profit maximum, de privatisation. Déjà au téléphone, elle pressure toujours davantage le personnel ; augmentation du rendement, cadence de tri, manutention, nombre de guichets insuffisants, méthodes de travail désuètes, ridicules. Elle ne veut pas payer de nouveaux effectifs et préfère inciter certains à faire des heures supplémentaires. Elle va même jusqu'à payer les journées de congé, qui, faute de remplaçants, ne peuvent être prises.

Alors le personnel s'exaspère, notamment à Saint-Maur Principal, dans le Val-de-Marne, où la situation est, comme dans tous bureaux, particulièrement grave. Avec la maladie, des tournées facteur sont restées ineffectuées il y a quelques semai-

nes. Maintenant les congés ne peuvent être pris faute de remplaçants. Pourtant la direction, depuis plusieurs mois, promettait fallacieusement des effectifs, mais en vain.

La tension monte, la conscience aussi. Les gars trompés par les négociations de salons toujours stériles du syndicat C.G.T. avec le directeur, sont passés à l'action. En masse, les postiers de Saint-Maur sont allés à la Direction départementale des P.T.T. Le directeur, face à la masse du personnel uni dans l'action, a reçu une délégation posant les revendications.

Bien sûr, les bonzes cégétistes, dépassés, ont, comme ailleurs, essayé de récupérer le mouvement.

Actuellement, de nouveaux effectifs sont parvenus à Saint-Maur mais hélas ! insuffisants. Devrons-nous recommencer ! nous sommes prêts. Car nous vaincrons toujours par l'action de masse ; les négociations à table : patrons-syndicats ne peuvent être efficaces, évidemment.

Un Facteur m.-l.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

USINE FIRESTONE (Lens)

Le 2 avril, les ouvriers de l'équipe d'après-midi démarrent la grève.

Ils protestent contre leurs conditions de travail : 7 jours de travail consécutifs et deux jours de repos, ce qui ne leur donne qu'un dimanche par mois de congé. Ils réclament leur dimanche.

Mardi matin, l'équipe du matin se mettait en grève sur les mêmes revendications. L'ensemble des équipes, soit 150 ouvriers, envahissait alors l'usine et décidait l'occupation des locaux. Pendant que les ouvriers bloquaient les chefs et les ingénieurs dans les bureaux, les syndicats négociaient avec la direction. A 15 heures, aucun résultat n'était obtenu. Les ouvriers décident alors de former une délégation de 4 grévistes pour participer directement aux négociations. Vers minuit, rien n'ayant abouti, les syndicats repartent. Les ouvriers décident alors de séquestrer le patron.

ETS PROSILOR (Basseham, Moselle)

Depuis le mercredi 21 mars, 95 % des 180 ouvriers (O Set Pl) des Etablissements Roland Prosilor à Besseham sont en grève et réclament : une augmentation des salaires, le 13^e mois, une réduction de la durée de travail, une prime de vacances, le libre exercice des droits syndicaux.

Ils bloquent dans le dépôt une rame de wagons destinés à l'Italie. Ils organisent des collectes en ville depuis le 29 mars. Jusqu'à présent, ils ont déjoué toutes les tentatives du patron pour sortir les wagons.

USINE JACQUEMARD (SAINT-ETIENNE)

Débrayage et organisation d'un comité de grève

Un groupe de soudeurs de l'atelier Boilly (usine Jacquemard) a décidé d'arrêter le travail vendredi 30. Il est passé dans tous les ateliers afin de faire débrayer leurs camarades dans le but de tenir une assemblée générale pour définir leurs revendications.

Les ouvriers ont débrayé à 70 %. Ils ont tenu une assemblée générale dans l'atelier Mercier. Ensemble ils ont établi un cahier de revendications. Pour ceux qui travaillent en deux fois, ils demandent la journée de vendredi de 6 heures à 14 heures, 80 centimes d'augmentation horaire pour tous, qualification supérieure pour tous, un bon de douche par personne et par semaine, des pointes supplémentaires, congés pour tout le monde le 28 juillet, un pont pour le 1^{er} mai, création d'une caisse d'entraide, pas de changement de poste au retour d'une maladie ou d'un accident de travail, virements des chèques avant la paie, qu'un retard de trois minutes n'entraîne pas un quart d'heure en moins.

Revendications particulières sur

SOLLAC (Moselle)

Les OS de cette usine — l'une des plus grande de la métallurgie Lorraine, elle emploie 12 000 ouvriers — ont entamé la lutte. Ils refusent le paiement selon le poste et exigent d'être payés suivant leur qualification.

Jeudi 5 avril, un meeting rassemblant 400 ouvriers s'est tenu. Les grévistes ont continué leur mouvement pour obtenir la mensualisation intégrale, la création d'une catégorie unique pour les pontonniers. Ils sont suivis par 2 000 à 2 500 OS.

Les représentants C.G.T. et C.F.D.T., jugeant raisonnables les propositions de la direction, c'est-à-dire une reprise du travail préalable aux négociations, se sont fait huer par les ouvriers.

LA REDOUTE (Roubaix)

Les ouvrières et ouvriers des Teleflex, de l'emballage et du routage poursuivent la grève commencée début avril pour imposer la revendication des 1 000 F par mois.

POTEZ-AVIATION (Landes)

Les 250 ouvriers de l'usine sont en grève depuis trois semaines pour obtenir, principalement, le 13^e mois.

ENTREPRISE PITEL (Nanterre)

Les 75 travailleurs immigrés du chantier de la préfecture sont en grève pour obtenir une augmentation des salaires et la cessation de la discrimination et des brimades. Ils avaient déjà fait grève le jour de l'inauguration du chantier par Marcellin.

les conditions de travail : un grand tablier en cuir pour les presses, soudeurs, soudeuses, etc., aucune sanction contre les grévistes.

Les grévistes ont élu un comité de grève de douze personnes. Il est composé de deux ouvriers par atelier soit dix au total, et deux délégués syndicaux. Ce comité a pour tâche de déposer le cahier de revendications dans le bureau de la direction et rendre la réponse aux grévistes. Le patron refusa de recevoir le comité, l'assemblée se prononça pour que ce dernier pénétre d'autorité dans le bureau, ce qui fut fait.

Le patron refuse de prendre le cahier de revendications puisqu'il n'est pas apporté par le délégué seul. L'assemblée, consultée, accepte, mais à condition que les délégués se contentent de déposer le cahier.

Face au refus de la direction de se prononcer avant vingt-quatre heures, l'ensemble des grévistes s'est prononcé pour la grève totale jusqu'au lendemain, jour de réponse de la direction.

Saint-Étienne

SAMEDI 28 AVRIL, A 14 HEURES
BOURSE DU TRAVAIL

MEETING

SUR

L'ALBANIE SOCIALISTE

ORGANISE PAR LE COMITE DE DEFENSE
DE L'HUMANITE ROUGE
DE SAINT-ETIENNE

A Marseille la lutte contre la circulaire Fontanet continue

Le 19 mars, 5 travailleurs tunisiens de Marseille entament une grève de la faim pour l'obtention d'une carte de travail et l'abrogation de la circulaire Fontanet. Tout au long de la semaine, le nombre des grévistes grandit, si bien que le lundi suivant, ils sont 26, décidés à lutter jusqu'à la victoire.

Une centaine de personnes, groupées en Comité de soutien, organisent la campagne de popularisation, de solidarité, par diffusion de tracts, affiches et délégations massives à la préfecture.

Le samedi 24 mars, un travailleur français, militant politique, rejoint ses frères immigrés dans la grève de la faim contre le racisme et par solidarité de classe.

Le mercredi 27 mars, une délégation d'environ 80 personnes, composée de moitié de travailleurs immigrés et de moitié de travailleurs français, se présente à la préfecture et exige d'être reçue. Le préfet accepte de recevoir 4 personnes, 2 membres du Comité et 2 grévistes se présentent donc, le préfet refuse de recevoir les 2 grévistes, immigrés. Devant une telle attitude, les membres du Comité refusent l'audience et repartent avec leurs camarades. Depuis, la porte de la préfecture reste close.

Il faut noter que l'UD CGT, sans consultation préalable des grévistes et du Comité de soutien, est reçue par le préfet : elle n'obtient rien, mais le lendemain, elle qualifie dans un communiqué le Comité de soutien de « groupe irresponsable » III...

Le mercredi 28, à 22 heures, un travailleur algérien est agressé par un commando fasciste à 200 mètres du local des grévistes. Il est menacé d'un revolver, réussit à s'enfuir et se réfugie au local. Le service d'ordre du Comité le protège et fait face au commando d'Ordre Nouveau, le mettant en fuite et réussissant à capturer un de ses membres. Quelques instants plus tard, le commando, renforcé, attaque le local, est de nouveau repoussé, mais tire 4 coups de feu, dont 2 dans la porte. Heureusement personne n'est atteint. Néanmoins, 2 travailleurs immigrés sont blessés, l'un par un coup de crosse, l'autre à coups de poing. Comme par hasard, la police arrive, protège le commando et interpelle plusieurs membres du comité de soutien, prétextant qu'ils troublent l'ordre public en se trouvant sur le trottoir (III). Les membres du Comité de soutien reconnaissent dans le commando un journaliste du quotidien fasciste « Le Méridional », qui serait, paraît-il, correspondant du torchon fasciste « Minute » à Marseille. Le même Ciomei crachera le lendemain : « 20 arabes attaquent un jeune français en plein centre de Marseille » et conclura son torchon par un appel et la répression raciste contre les travailleurs immigrés.

Le samedi 31 mars, le comité de soutien organise, à la Mutualité un gala de soutien au cours duquel les travailleurs immigrés chantaient les chants de leur pays et par des sketches, montrent la vie de tous les jours : racisme, patrons, douanes, flics, accidents de

travail, etc. Au cours de cet après-midi, un groupe de femmes de ménage espagnoles viennent porter le fruit de leur collecte par solidarité entre travailleurs immigrés. A la fin, une manifestation d'environ 500 personnes descend la canebière et tient un meeting place de la Porte d'Aix, devant 1 millier de personnes.

Le lundi suivant, dix cartes seulement sont accordées par le préfet dans le but évident de semer la division.

Jeudi 5 avril, 50 personnes du Comité plus des grévistes occupent de 11 h à 18 h l'Agence Nationale de l'Emploi et obtiennent la promesse verbale du préfet de police que les travailleurs auront un récépissé de demande de carte de travail valable 3 mois. Le soir même, à 20 h, 2 grévistes de la faim, hospitalisés depuis 48 h à l'Hôpital Ste-Marguerite, sont jetés hors de celui-ci par 2 médecins racistes aux cris de : « va faire la grève dans ton pays, sale arabe », etc.

Le Comité de soutien a, d'autre part, constitué des dossiers de grévistes et non grévistes de façon à grouper toutes les demandes de carte de travail et en exiger la totalité.

Une manifestation est prévue le samedi 7 avril.

La lutte continue, unissons-nous contre la circulaire scélérate !

Travailleurs français, Travailleurs immigrés, une seule classe ouvrière !

Militants H. R. Marseille

A Barcelone la police de Franco a encore tué

Le mardi 3 avril, à Barcelone, un ouvrier a été assassiné sauvagement par la police fasciste de Franco. Telle est, encore une fois, la seule réponse que donne le régime franquiste aux revendications les plus élémentaires des ouvriers espagnols.

A la fin du mois de mars, les 2 000 ouvriers travaillant à la construction d'une centrale thermique dans la banlieue nord de Barcelone, présentent un cahier de revendications aux patrons : augmentation de salaire, réduction d'horaires, 30 jours de congés payés, droit de grève et de réunion, casques et vêtements de travail gratuits, etc.

Devant l'intransigeance des patrons, les ouvriers menacent de faire grève.

Le mardi 3 avril à 7 heures du matin, les portes du chantier sont fermées et des affiches annoncent une mise à pied de 5 jours pour l'ensemble du personnel. Les ouvriers se réunissent et organisent des piquets qui partent vers les autres usines et les quartiers de la zone, en arrêtant des trains de banlieue pour expliquer aux voyageurs leur problème.

C'est alors que d'importantes forces de police, préalablement concentrées, chargent violemment les ouvriers. Ceux-ci ripostent à coups de cailloux. Les flics, furieux, ouvrent alors un feu nourri, en tirant dans le tas de la masse des grévistes : l'ouvrier Manuel Fernandez Marquez, né à La Pobla de Lillet (Barcelone), âgé de 27 ans, marié, avec un enfant, est tué sur le coup, atteint d'une balle qui est rentrée par le cou et sortie par la nuque.

Un autre ouvrier, Serafin Villegas, est très grièvement blessé, ainsi qu'un troisième ouvrier, encore non identifié. Les deux blessés graves sont introuvables, la police cachant leur lieu d'hospitalisation pour minimiser la gravité de leur état. Il y a de nombreux blessés légers parmi les grévistes, ainsi que dix policiers, alors que des dizaines de travailleurs sont arrêtés et le reste brutalement dispersé.

L'après-midi même, la classe ouvrière de Barcelone manifeste son indignation : des usines débrayent et des manifestations spontanées ont lieu jusque dans le centre de Barcelone. La grève est très suivie à la SEAT où, en octobre 1971, un ouvrier avait été assassiné dans des circonstances semblables.

Le 4 avril, des milliers de manifestants parcourent les rues de Barcelone et se battent avec la police. L'action s'amplifie.

Dénonçons ce nouveau crime du régime franquiste !

Vive la lutte antifasciste du peuple espagnol !

Toulouse (entreprise Pin et Massol)

NOUVEAU CRIME DU CAPITAL

Sur un chantier du bâtiment à Toulouse (entreprise Pin et Massol), un camarade ouvrier algérien, Missi Tounsi, vient de mourir : il a dévalé en marche arrière sur un tracteur une rampe d'une dizaine de mètres et est allé s'écraser deux étages plus haut. On tire du profit de la construction avec des moyens de fortune, n'a pas résisté à la poussée du tracteur. S'il avait été construit avec plus de soins, il aurait sûrement protégé la vie de notre camarade. Mais peut-on tirer rdu profit de la construction d'un moyen de protection ? Nous ouvriers, oui ! mais le patron... non, bien sûr ! Et comme seul le profit l'intéresse, la sécurité passe après.

Alors à qui peut-on imputer la responsabilité de cette fin brutale, privant sa famille de tout ce qui lui était nécessaire pour survivre : au destin ou à la fatalité ? ce serait trop facile — une coïncidence malheureuse ? Il y a trop d'accidents mortels pour que ça en soit une ; les camarades Ahmed, Ali, Saïd allongent tous les jours la liste déjà longue des victimes sur les chantiers et dans les usines, et toujours à des postes où le travail est le plus pénible et le plus malsain. Et pourtant ils ont contribué au déclin de leur vie et de leur santé à remplir les coffres de ces messieurs les Capitalistes. C'est avec notre sueur et notre sang de travailleurs que les

patrons s'enrichissent. Alors, les responsables, les voilà ! Mais oui, ce sont les patrons et leur valetaille servile et froussarde, qui toujours accélèrent les cadences, souvent jusqu'à la limite des forces physiques et morales de l'ouvrier.

Pourquoi en Chine ou en Albanie les accidents sont-ils bien rares ? Parce que ce sont les ouvriers qui fixent les normes de production et qui organisent le travail utile et nécessaire au bien de tous, pour accroître leur bien-être et non leurs malheurs. Dans ces pays, les universités, les salles de spectacles pour les travailleurs sont plus nombreuses que les hôpitaux psychiatriques.

Les patrons ont beau verser quelques larmes de crocodile, ce n'est pas cela qui excusera et fera oublier la vie qui s'est échappée par les blessures du camarade.

Ne soyons pas dupes de leur démagogie, leurs intérêts n'ont rien de commun avec les nôtres (même pas un programme).

C'est en luttant pour l'amélioration de nos conditions de travail que nous éviterons de payer de notre vie le plein des coffres de la bourgeoisie, c'est par une lutte de tous les instants que nous défendrons nos intérêts de classe et que nous ferons payer cette dette de sang chaque jour plus lourde. C'est pour cela que nous devons mener la lutte de pied ferme dans chaque entreprise, nous organiser, apprendre toujours davantage pour forger l'outil de notre émancipation et arrêter le bras criminel du capitaliste exploiteur de notre travail et de notre vie.

Travailleurs, la classe ouvrière n'est plus le pot de terre qui se brise contre le pot de fer ; demain, le vent de la révolution prolétarienne balayera les maîtres d'esclaves et leurs suppôts et nous bâtirons alors vraiment cette société socialiste sans exploiteur sur la terre entière.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris Long. d'onde en m.

6 h
16 h
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris Long. d'onde en m.

19 h 30 - 20 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	.. sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	.. sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



Commandez

ce que
proposent
les marxistes
léninistes

édité par

l'Humanité Rouge

3,50 F (port en sus : 20 %)

L'ACTION "LAIT" EN MAYENNE

— Le 6 février, à Pré-en-Pail, 50 agriculteurs bloquent un camion d'approvisionnement de la laiterie Besnier. Les CRS interviennent avec des grenades lacrymogènes quelques heures après.

— Mi-février : à Chailland et à Ernée.
— Fin février : à Gorron.
— Début mars : à Entrammes, des groupes de 50 à 100 agriculteurs bloquent des camions de ramassage pendant quelques heures.

Pour qui une action sur le lait et comment ?

● Les agriculteurs qui vivent essentiellement du lait constatent que leur revenu stagne alors que leur production demande beaucoup de travail. Cette constatation est surtout sensible chez ceux qui ont investi pour intensifier leur production.

● Les charges de production (notamment les aliments du bétail) ont augmenté régulièrement de 6 à 8 % par an, tandis que le prix de base du lait en janvier-février 1973 est le même qu'en janvier-février 1972.

Les perspectives d'accord à Bruxelles donnent une augmentation du lait de 2 %. Les agriculteurs ne doivent pas compter sur la F.N.S.E.A. pour mener la lutte ; elle a mobilisé pour 15 %, elle a bradé à 8,50 % et la braderie continue.

● Depuis le 1^{er} février 1973, s'applique une nouvelle grille de qualité. Elle a pour conséquence de faire passer en qualité inférieure le tiers environ des producteurs. Le lait n'a pas changé dans le bidon du producteur et il est payé 1,5 centime de moins par litre. La laiterie fait les mêmes produits et les vend le même prix au consommateur.

● Enfin, les primes de quantité représentent une injustice que les petits producteurs ne peuvent pas admettre.

Au cours de l'hiver, de nombreux agriculteurs ont eu l'occasion d'organiser, au niveau local, des réunions sur les problèmes du lait. Bon nombre ont pu y prendre conscience de la nécessité d'agir.

La première action s'est faite dans un canton (Pré-en-Pail). Elle a reçu l'appui de gars de tout le département et elle a servi de département.

Certains se sont dit : Pourquoi ne pas le faire chez nous ? Et ils ont pris

l'initiative d'actions que les gars étaient prêts à faire chez eux.

Ainsi, à Pré-en-Pail, l'objectif était de bloquer un camion de produits frais pendant un temps indéterminé, tandis que, dans les autres cantons, l'objectif était de bloquer pendant quelques heures des camions de ramassage de leurs propres laiteries. Cette forme d'action, moins dure, a été l'affaire des militants locaux qui l'ont décidée. Chacun a rassemblé ses voisins et ce sont les camions de « leur » laiterie qu'ils ont arrêtés.



Les agriculteurs bloquent six camions de lait.

Enfin, en bloquant les camions de leurs laiteries, les agriculteurs tenaient à poser leurs revendications devant les transformateurs directement. Ceci prouve qu'ils ne se font pas d'illusion sur ce qui peut sortir des négociations menées dans les cabinets de Paris et de Bruxelles, ni non plus des réunions interprofessionnelles de « Mayenne-Lait » où les jeux sont faits d'avance.

La prise de conscience se fait dans l'action

Groupés pour une action commune,

les agriculteurs ont pu renforcer leur détermination. Les discussions entre eux y ont beaucoup contribué :

— La revendication du lait payé au prix de revient.

— La suppression des primes de quantité était aussi beaucoup discutée.

Certains dénoncent le paiement à la qualité comme étant une prime de quantité déguisée, le paiement à la qualité revenant à prélever sur le prix payé au petit producteur pour donner au gros qui a les moyens de traiter son lait dans de bonnes conditions.



actions locales qui permettent aux syndicats de prendre leurs responsabilités sans compter d'abord sur les échelons supérieurs.

Les agriculteurs envisagent d'élargir ce type d'action et de trouver de nouvelles formes qui seront choisies en fonction de deux objectifs :

- Mobiliser les agriculteurs ;
- Obtenir satisfaction.

Extrait de « Vent d'Ouest ».

Jusqu'à l'illégalité...

Claude Heuze, éleveur à Masserac, dans le nord de la Loire-Atlantique, a lui aussi été victime des contrats d'intégration.

Mais une large mobilisation s'est effectuée autour de lui qui a abouti à plusieurs actions très spectaculaires et efficaces.

Le lundi 22 décembre 1972, un huissier devait venir chercher les meubles et différents objets appartenant à la famille de Claude Heuze. La présence d'une centaine de paysans devant la maison le faisait reculer.

Le soir même, une délégation des manifestants se déplaçait à Vertou pour demander au directeur de la firme d'aliments B.V.T., Guyomarc'h, pour qui devait être faite la saisie, l'arrêt de la procédure.

A la suite de ces actions une convention a été finalement signée par B.V.T. qui :

- Annule purement et simplement une dette de 125 701,52 francs ;
- S'engage à effectuer dans un délai de quinze jours, à ses frais, la mainlevée des hypothèques ;
- Maintient une créance de 38 598,92 francs que l'agriculteur paiera à sa convenance et dans les délais qu'il jugera possible.

A propos de ce dernier point, le président de B.V.T. s'est engagé à ne jamais utiliser la contrainte pour recouvrer sa créance, affirmant tout crûment : « M. Heuze a satisfaction totale... Seule une question de principe (la rémunération du travail) nous sépare. »

Claude Heuze n'était pas pour autant au bout de ses peines. Après avoir fait quinze cents porcs en contrat avec Letorre (marchand de porcs), il n'avait toujours pas touché un seul centime. Après avoir fait leurs comptes, les agriculteurs ont estimé que le marchand de porcs devait 35 000 francs à Claude Heuze.

Aussi, pour le payer, ils ont enlevé, dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 mars, quatre-vingt-treize cochons qu'ils ont vendus à leur compte. L'argent ainsi récupéré servira à payer, entre autres choses, les petits créanciers du village à qui Claude devait de l'argent.

Pour connaître les luttes paysannes

LISEZ
« VENT D'OUEST »,
journal
des paysans travailleurs,
Abonnement d'un an : 20 F
« Vent d'Ouest » : B.P. : 1141-44,
Nantes

UN SCANDALE : LES CONTRATS D'INTÉGRATION

En avril 1966, Mme veuve Barral, soixante ans, habitant une exploitation agricole désaffectée à Vernay-par-Beaujeu (69), est contactée par un représentant d'aliments pour bétail. Ce dernier lui promet une rémunération de 150 francs par veau qu'elle élèvera pendant quatre-vingt-dix jours pour sa firme : le Comptoir commercial des éleveurs de Gleize (69), distributeur des aliments SARB.

Mme Barral signait alors divers papiers dont d'ailleurs on ne lui avait pas donné lecture. On ne lui avait même pas laissé d'exemplaires de ces papiers.

Quelque temps plus tard, les veaux étaient livrés, dix, sans qu'elle puisse en contrôler ni le poids ni l'état sanitaire.

Alors le travail harassant commence : pas d'eau courante, elle doit charrier jusqu'à 200 litres d'eau chaque jour, seau par seau, le long d'un sentier rocailleux en forte pente, cela même de nuit quand le débit de la source vient à baisser. Elle chauffe l'eau sur sa cuisinière, prépare les bouillies des veaux à la main, sans mélangeuse, nettoie les seaux où les animaux ont bu. Il faut faire la litière plusieurs fois par jour car le logement de la vieille dame se trouve juste au-dessus de l'étable... ainsi jusqu'à dix et douze heures par jour...

Puis le représentant vient chercher les veaux, va les vendre aux abattoirs, sans que Mme Barral

puisse exercer le moindre contrôle sur cette vente, et revient lui annoncer que tout son travail se solda par un endettement de 1 664 francs. Elle est, bien entendu, incapable de payer cette somme.

Alors on la menace : « Signez un deuxième contrat sinon nous vous appellerons devant le tribunal qui fera vendre votre maison. »

Devant son refus, arrivent alors les sommations d'huissier. Mme Barral croit pouvoir se défendre, et la procédure traîne pendant trois ans !

Finalement, Mme Barral demande l'assistance judiciaire et porte plainte pour escroquerie en mai 1970. Le procureur fait ouvrir une instruction... qu'il clôt par un non-lieu le 15 septembre 1971.

Mais entre-temps, le 6 avril 1971, le Comptoir commercial des éleveurs de Gleize assigne devant le tribunal de Commerce de Villefranche-sur-Saône la fille de Mme Barral, qui habite Paris, en prétendant que ce serait elle qui en avril 1966 aurait signé le contrat, élevé les veaux et devrait donc les 1 664 francs plus les frais de procédure au C.C.D.E... Un défi à la vraisemblance et à la réalité.

Le 4 janvier 1972, les poursuites contre Mme veuve Barral qui a maintenant soixante-six ans reprennent.

Le procès devait avoir lieu le 11 avril 1972 à 9 h 30 devant le tribunal de Commerce de Villefranche-

sur-Saône. Mais à l'entrée de la salle, la défense était informée que l'affaire était reportée en fin d'audience, ce qui ne laissait pas à l'avocat la possibilité d'exposer clairement l'affaire, de la replacer dans son contexte professionnel et politique : exploitation des travailleurs agricoles par le biais du contrat d'intégration.

Les nombreux agriculteurs, venus de toute la région Rhône-Alpes, ont réagi immédiatement en tenant un meeting devant le Palais de Justice. Pendant ce meeting, il fut décidé de mettre à profit le délai les séparant du 2 mai pour amplifier la campagne d'information sur les problèmes d'intégration.

Le 2 mai, trois cents agriculteurs, à qui s'étaient joints des travailleurs d'autres secteurs, étaient présents, en solidarité avec Mme Barral, malgré un important dispositif policier. Le jugement favorable a été modifié par la Cour d'Appel qui a annulé les 1 500 francs alloués à l'agricultrice comme rémunération de son travail.

Malgré tout, par ce procès, de nombreux paysans de la région ont pris conscience de l'exploitation dont ils sont victimes par les contrats d'intégration. La lutte de Mme Barral, par la mobilisation qu'elle a créée autour d'elle, aura été utile à tous. Elle encourage d'autres petits paysans à entamer le combat à leur tour et à se réunir pour être plus forts.

FAIRE FRONT A LA REPRESSION BOURGEOISE VIGILANCE VIS A VIS DES MANŒUVRES RÉVISIONNISTES

De partout, la colère populaire explose, après les lycéens, les étudiants, les travailleurs immigrés, le prolétariat déclenche de nouvelles luttes « classe contre classe ». Tandis que les O.S. de Renault poursuivent la lutte, les ouvriers de Peugeot à Saint-Etienne se sont mis en grève avec occupation de l'usine. Dans plusieurs entreprises des luttes dures sont en cours. Ce ne sont là que les signes avant-coureurs d'une volonté générale des travailleurs et de la jeunesse d'engager le combat jusqu'à la victoire pour la satisfaction de leurs revendications.

La bourgeoisie monopoliste qui s'est donné un nouveau gouvernement ultra-réactionnaire est très inquiète : la répartition des ministères entre divers politiciens bien connus pour leurs sentiments fascistes reflète cette crainte ; tout comme les brutalités fascistes de sa police, de groupes para-militaires et de milices patronales qu'elle encourage. Messmer reprenant les propos du chef de l'Etat capitaliste a déclaré que si les jeunes n'acceptent pas « de respecter l'ordre, on les y conduirait avec vigueur ». En même temps, il a gratifié les travailleurs de quelques paroles creuses destinées à les abuser et à isoler les lycéens. Mais la réalité est évidemment différente et les ouvriers le savent bien. Face aux justes revendications tant des lycéens et des étudiants que des travailleurs, la réponse est la même : à Strasbourg, la police a fait évacuer avec une violence sauvage la faculté occupée et, à Saint-Etienne, un jugement en référé a ordonné l'évacuation de l'usine occupée, pré-

lude à l'emploi de la force policière. Lutter ou se taire, tel est le choix qui se pose à des millions de travailleurs de la ville et de la campagne. L'exploitation et l'oppression capitalistes éhontées ne laissent pas le choix, la seule réponse c'est : *lutter*. Dans leur lutte, les travailleurs sauront ne pas se laisser intimider par la violence des réactionnaires et ils renforceront leur unité de classe dans l'action : cela ne peut manquer de porter la lutte du prolétariat et du peuple à un niveau

supérieur, cela ne manquera pas d'élever la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière et du peuple de France.

Le mouvement révolutionnaire de masse qui se prépare a un grand ennemi qui opère dans les rangs ouvriers. Le révisionnisme moderne au service de la bourgeoisie loin de se réjouir de la montée des luttes s'inquiète lui aussi. Dépourvus de perspectives électorales immédiates pour tromper les masses, les dirigeants du parti révisionniste français ont

résolu de tout faire pour se mettre à la tête des luttes afin de mieux les contrôler, afin de les maintenir dans les limites permises par la bourgeoisie, autrement dit afin de les éteindre. Pour atteindre cet objectif, ils ont accompli un retournement de veste digne des pires sociaux-démocrates : ne les voilà-t-il pas qui appellent à l'unité « lycéens, étudiants travailleurs », ne voilà-t-il pas que Séguy appelle à l'« action des travailleurs », ne voilà-t-il pas que la direction confédérale de la C.G.T. appelle à un rassemblement unitaire le 1^{er} mai, « acceptant par là même ces gauchistes qui sont les pires ennemis de la classe ouvrière », comme disait Séguy en 1968. Les révisionnistes auraient-ils changé de nature ? Pas du tout et ils l'ont bien montré lors de la manifestation du 9 avril à Paris. Cette manifestation était destinée à récupérer le puissant mouvement lycéen qui avait balayé les groupuscules révisionnistes U.N.C.A.L. et U.N.E.F. Les dirigeants révisionnistes ont tout fait pour prétendre diriger un mouvement qu'ils avaient voulu briser notamment en le divisant et en appelant à la reprise des cours.

Les comités de lutte lycéens ayant appelé à cette journée, notre journal a envoyé une délégation de solidarité avec le mouvement lycéen. Que dire du dépit des responsables révisionnistes lorsqu'ils s'aperçurent de la présence de nos banderoles : « Classe contre classe » et « Unité populaire », sinon qu'il reflétait leur peur d'entendre des mots d'ordre tels : « Une seule solution, la révolution prolétarienne », repris comme ce fut le cas dans leurs rangs mêmes.



A STRASBOURG, DÉCHAINEMENT POLICIER

1^{er} Pourquoi cette violence policière ?

a) L'occupation de la faculté des Lettres, le 26 mars, est le symbole de l'opposition des masses étudiantes et lycéennes à l'institution scolaire et universitaire bourgeoise ; le symbole de leur volonté de changer l'enseignement pour en faire un instrument au service du peuple et non des capitalistes.

Voilà ce que la bourgeoisie ne peut accepter !

b) Très rapidement, après le 26 mars, la faculté des Lettres se transforme en quartier général des étudiants et des lycéens en lutte, cela représente la mise en pratique de leur volonté de s'unir et de s'organiser.

Voilà ce que la bourgeoisie est encore moins prête à tolérer !

c) Par la suite, le lundi 2 avril, la faculté des Lettres se transforme en lieu de rencontre entre étudiants et travailleurs. (Lundi soir, 2 avril, des ouvriers de plusieurs entreprises y sont venus pour participer à une réunion). Cela représente un pas vers l'unité populaire.

Voilà qui fait trembler la bourgeoisie !

d) La décision, (prise en A.G. le mardi 3 avril) de mettre l'offset, les ronéos et le standard téléphonique au service du mouvement constitua un nouveau renforcement de la jeunesse en lutte (possibilités élargies d'informer et de s'informer, de populariser le mouvement, etc.).

Voilà qui jeta la panique dans les rangs de la bourgeoisie et l'amena à déchaîner la violence de ses bandes armées.

2^e Le déchaînement de la violence policière

Dans la soirée du mardi 3 avril, 200 à 300 étudiants se trouvaient réunis dans la fac. de Lettres, devenue le symbole et l'instrument de la lutte des étudiants et des lycéens.

Certains étaient là pour assurer l'occupation nocturne, d'autres étaient venus pour assister à une séance de cinéma-club.

Vers 20 heures, les gardes mobiles et les policiers en civil qui avaient pénétré dans la fac. par une porte de service, firent irruption dans le hall. Ils matraquèrent sauvagement les personnes présentes et les repoussèrent violemment à l'extérieur. (Certains étudiants furent même projetés à travers les vitres du hall.)

Les étudiants expulsés se regroupèrent pour protester contre cette intervention inqualifiable.

Les policiers répliquèrent par de violentes charges et par des jets de grenades lacrymogènes, dont beaucoup à tir tendu.

Progressivement, tout autour du campus, des groupes d'étudiants toujours plus nombreux, auxquels allèrent bientôt se joindre de jeunes travailleurs, répliquèrent aux brutalités policières.

Des barricades furent érigées pour entraver les charges des hordes policières, des pierres furent lancées ; progressivement les combats gagnèrent en étendue, les forces de police devenaient de plus en plus nombreuses (gardes mobiles, CRS, corps d'intervention urbaines de Strasbourg et renforts de Sélestat, Sarreguemines).

Mais la solidarité des habitants des immeubles voisins ne tarda pas à se manifester : slogans hostiles à la police, jets de bouteilles, de pots de fleurs, de poubelles, de globes électriques, et même d'aspirateurs. Car le comportement des policiers avait soulevé l'indignation la plus vive ; en effet :

— charges violentes et matraquage sauvage de personnes isolées ;

— lancement de grenades au chlore, lacrymogènes à tir tendu et à bout portant. Tirs de balles à blanc ;

— déchaînement de la violence policière contre les voitures en stationnement, les vitrines des magasins, les fenêtres des appartements avoisinants (on dira ensuite que ce sont les étudiants qui cassent tout) ;

— pénétration dans les cités universitaires ; matraquage sauvage de ceux qu'on trouve dans les couloirs.

La résistance des étudiants, des jeunes travailleurs et des habitants du quartier à ce déchaînement de violence policière fut longue et courageuse.

En dépit de la sauvagerie de leurs attaques et de leur nombre, les policiers mirent 6 heures (de 20 h à 2 h du matin) à briser leur résistance acharnée.

Le bilan de cette agression fut lourd : plus de 75 blessés, dont un jeune travailleur atteint grièvement par une grenade lacrymogène qui le frappa presque à bout portant.

3^e La riposte

L'indignation des étudiants, des lycéens et d'une grande partie de la population s'exprima largement dès le lendemain : une manifestation sponta-

née réunit plus de 3 000 personnes dès le matin et, l'après-midi, plus de 12 000 personnes manifestèrent leur indignation devant les provocations et les violences de l'Etat bourgeois et clamèrent leur volonté de poursuivre la lutte.

Le soir de ce même jour, c'est le palais universitaire qui fut occupé, cette fois-ci par plus de 500 personnes et devint le nouveau quartier général de la jeunesse estudiantine et lycéenne.

La nuit suivante (du 5 au 6 avril), à 2 heures du matin, plus de 1 500 policiers prirent position autour du palais universitaire. Mais la discipline des occupants (environ 500) le sang-froid dont ils firent preuve, mirent en échec cette nouvelle provocation. Analysant le rapport de force, les occupants décidèrent de sortir en manifestation ordonnée (chants révolutionnaires, marche en direction de la Cité universitaire) et se dispersèrent à 4 heures du matin.

Le lendemain matin le palais universitaire fut réoccupé par les étudiants.

Aux justes aspirations et revendications des étudiants et lycéens, la bourgeoisie a répondu par la violence policière.

En se démasquant ainsi, la bourgeoisie, au lieu de briser le mouvement a, au contraire, renforcé l'unité contre l'Etat bourgeois, non seulement entre étudiants et lycéens, mais encore entre étudiants, lycéens et travailleurs.

Travailleurs, étudiants, lycéens, même combat !

A bas la dictature bourgeoise !

Vive la dictature du prolétariat !

Régie Nationale des usines Renault

C'EST DANS L'UNITÉ D'ACTION A LA BASE QUE S'ARRACHERA

"A travail égal, salaire égal"

La grève avec occupation déclenchée le 21 mars par les 400 ouvriers spécialisés de l'atelier 12-50 et 12-61 se poursuit fermement et s'étend aux autres usines Renault. Parti de la base, à l'atelier des grosses presses, sur l'île Séguin, les O.S. en grève après avoir rejeté le compromis direction syndicale CGT-direction Renault d'une « prime risques-presses », réalisé le mardi 27 mars, continuent dans l'unité à la base et dans l'action, leur grève pour la satisfaction de leur juste revendication : « à travail égal, salaire égal » pour tous les ouvriers exécutant un même travail. Les O.S. en grève sont plus que jamais décidés à arracher leur revendication. Les O.S. en ont assez des discriminations patronales divisant les ouvriers en plusieurs « classes » ou catégories pour un même travail effectué.

Pourquoi y aurait-il 16 ouvriers à la catégorie P. 1 fabrication, 73 O.S. 2 en « classe » 9 et 300 O.S. 2 en « classe » 8, alors que tous les ouvriers des presses effectuent le même travail, passent d'un poste à l'autre suivant les besoins de la fabrication ? Ce qu'exigent avec force les grévistes, c'est un salaire correspondant à la classification de P. 1 fabrication.

Alors, oui, plus que jamais soutenons résolument la revendication « à travail égal, salaire égal », passons à l'action pour l'application concrète de ce juste principe.

Cette lutte menée par la base, elle-même, fait tache d'huile. Les O.S. de l'atelier de montage des sièges à Billancourt ont cessé le travail le 22 mars. Les 300 ouvriers des presses de Flins ont rejoint ce combat et sont en grève ; les petites presses sont en grève également depuis le 4 avril. A Sandouville, les O.S. des presses sont en grève. A l'usine SAVIEM de Blainville, près de Caen, la grève d'une centaine d'ouvriers s'est étendue lundi 2 avril aux ateliers de ferrage, bloquant une par-

taire des absences pour maladie ou autres ; par exemple 20 % sont enlevés par journée d'absence injustifiée ». Cette prime semestrielle peut aller jusqu'à 300 F.

Peut-être que cette presse dite d'information va aussi nous révéler les salaires, les primes, etc., que touche le P.D.G. Dreyfus, Ouin et autres Rousseau ?

Pompidou a aussi déclaré au Conseil des ministres du vendredi 6 avril au sujet des O.S. : « Il convient de se montrer imaginaire et généreux ». Tout ceci ne sont que des paroles en l'air et nous avons déjà entendu ce genre de paroles mystiques à l'égard des étudiants au cours d'une conférence de presse donnée le 10 juillet 1969 : « L'important pour notre jeunesse, c'est qu'elle se sente utile, qu'elle se croit utile ! (...). Je crois encore que le meilleur moyen d'être compris d'elle, c'est de lui faire sentir qu'on l'aime... » Mais en 1973, au même Conseil des ministres le ton a changé. Après le rejet par la base du fameux compromis du 27 mars, la direction Renault, après avoir lock-outé le 30 mars les 7 000 ouvriers travaillant au montage de la R. 4 et de la R. 6, a proposé de nouvelles négociations aux directions syndicales. Le mardi 3 avril cette direction « imaginative » a présenté une nouvelle proposition en transformant la « prime risque presse » en « prime d'attente », qui a été rejetée par les 400 grévistes qui ne veulent pas de prime quel que soit le nom dont on l'affuble, mais qui exigent un salaire réel correspondant à la catégorie P. 1. F.

Il faut bien le dire ces « messieurs » de la direction Renault ont la tête dure, ils ne comprennent pas le sens de la revendication « à travail égal, salaire égal ». Il est vrai que ces larbins du capital ont des salaires confortables et que de ce côté ils n'ont pas de souci.

Peut-être que ces larbins du capital pourraient faire un stage aux ateliers 12-50 et 12-61 pour apprécier toute

dicales pratiquant la ligne de collaboration des classes. C'est Pierre Dreyfus, PDG de la Régie Nationale des Usines Renault qui a déclaré entre autres, le jeudi 5 avril à la télévision : « Nous avons récemment pu faire passer six mille O.S. au stade de professionnels de fabrication selon des critères qui ont été d'ailleurs arrêtés avec les organisations syndicales. Les grévistes des presses ne répondent à aucun de ces critères arrêtés (...) ».

Alors les directions syndicales CGT

homme peut rester difficilement sur une chaîne plus de trois ans. »

Un ouvrier africain a déclaré pour sa part : « Nous en avons assez d'être mis aux presses, de s'y user en cinq ans et d'être ensuite jeté à la poubelle. »

Sylvain s'y connaît dans les tours de passe-passe pour dévoyer la lutte des travailleurs. La direction, au premier compromis, propose sept années pour acquérir la « prime risque-presses » et la direction syndicale CGT pro-



A Billancourt lors d'une précédente grève.

et CFDT précisent à ce sujet : « qu'elles n'ont jamais discuté et négocié les critères donnant accès à la qualification de P. 1 fabrication aux O.S. Ceux-ci ont été informés unilatéralement par une note de service, du 14 juin 1972 qui reconnaît que les discussions n'ont pu aboutir à un accord sur cette classification ».

Alors qui sont les menteurs ? La direction Renault ou les directions syndicales révisionnistes et réformistes ? Les travailleurs de la R.N.U.R. doivent tirer cette question au clair.

Nous avons dit dans notre précédent numéro de l'Humanité Rouge que « les dirigeants révisionnistes (...) pratiquent aujourd'hui la ligne social-démocrate des Jouhaux et autres réformistes. » Cela est si vrai qu'au cours d'une conférence de presse donnée le lundi 2 avril, Sylvain a proposé un remède à l'actuelle « anarchie des salaires » parlant d'une grille de salaire unique de l'O.S. à l'ingénieur. Il propose de signer un avenant codifiant « certaines mesures indispensables qui permettrait de réformer le travail des O.S. » Il propose au nom de son syndicat (sûrement n'a-t-il pas consulté les ouvriers) dans une première étape de supprimer l'une des quatre classes et, qu'avec l'ancienneté un O.S. ne devra pas être maintenu plus de 2 ans dans sa classe. Au bout de quatre années il accèdera à la classe 9 et passera 2 ans avant de devenir P. 1 F.

Mais camarades travailleurs, cela est du réformisme à 100 % à la Jouhaux qui proposait des plans de réforme dans le cadre du régime capitaliste.

Cette « grille de salaire unique » en définitive, comme nous venons de l'expliquer n'a pour objectif que de torpiller la juste grève engagée par les O.S. des presses pour l'application concrète du mot d'ordre « à travail égal, salaire égal ».

Pour qui Sylvain prend-il les O.S. puisqu'il a déclaré à cette même conférence de presse : « Tout d'abord, réduire les cadences en tenant compte du fait que, selon le service médical un

pose le 2 avril, en supprimant une « classe », six ans d'ancienneté.

Tous les travailleurs de la régie doivent critiquer avec force ce projet réformiste et le rejeter, continuer et intensifier la grève avec occupation pour la satisfaction de leur revendication à travail égal, salaire égal.

Au cours du meeting tenu le 6 avril, Sylvain a fait les éloges de la « grille unique », il a aussi clamé l'Unité par trois fois. Mais de quelle unité s'agit-il ? Une unité sans principe. La seule unité valable pour faire céder la direction de la Régie Renault, c'est l'Unité à la base et dans l'action. Michel Glandus, de la CFDT, a soutenu les grévistes par ces paroles : « Les grévistes ont raison de demander à travail égal, salaire égal. Ils ont raison de compter sur leurs propres forces et sur la solidarité. (...) Nous n'avons pas dit notre dernier mot nous ferons céder la direction. »

Compter sur ses propres forces et sur la solidarité, intensifier l'Action par la grève avec occupation, voilà de quoi faire triompher la lutte des O.S. des presses, de tous les O.S. de la Régie Renault.



Rassemblement des grévistes devant les portes.

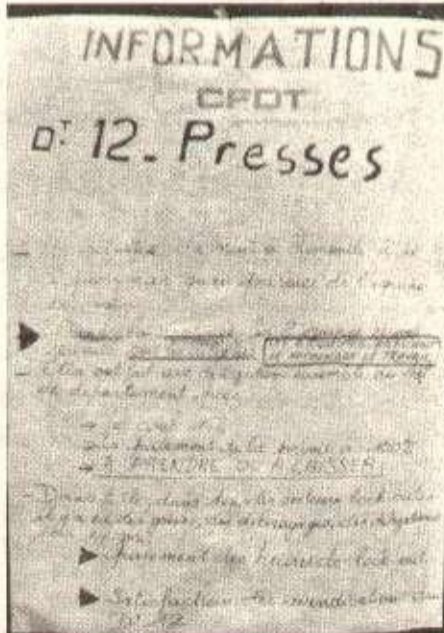
tie de la fabrication des cabines de camions.

Devant la résonance qu'a cette grève des O.S. dans notre pays, et le soutien moral, actif, qu'apportent les larges masses, le capitalisme exploiteur fait donner sa presse dite d'information comme France-Soir ou autres qui font état dans leurs colonnes de haut salaire, approchant les 2 000 F par mois.

Mais la réalité est autre chose, un O.S. 2 avec la prime d'ancienneté de 4 % perçoit après déduction des cotisations de sécurité sociale, de la retraite complémentaire, du fonds de chômage un salaire de 1 490 F. Bien sûr il y a aussi la prime dite exceptionnelle comme l'indique son nom, qui est tribu-

la valeur de cette revendication, pour connaître les conditions de travail des ateliers grosses presses. Car, c'est dans un vacarme de tôle découpées, embouties, de ponts roulants qui alimentent les presses, des Fenwicks qui circulent dans les allées transportant des chutes de découpe, que les ouvriers pendant 8 heures vendent leur force de travail pour accroître les profits d'une petite poignée de capitalistes.

La déclaration d'un Dreyfus ou autres pontifs de la direction Renault sur le petit écran de la télévision ou sur les ondes de l'ORTF ne peut entamer la solidarité de classe des ouvriers. Mais toutefois, elle apporte des précisions sur le rôle des directions syn-



Lettre d'un lecteur à « Politique Hebdo »

A PROPOS DE LA CAMPAGNE ANTISTALINIENNE

Messieurs,

C'est abasourdi que j'étais sorti de la lecture de l'article intitulé « le stalinisme ordinaire » de P. Ivanov dans Politique Hebdo n° 70, du 15 mars 1973. Abasourdi mais, malgré l'unanimité qui semble exister dans tous les articles de P. H. sur l'antistalinisme, persuadé que P. H. ne passait cet article que conformément à sa ligne d'ouverture à toute la gauche qui se veut révolutionnaire, et que, conformément à cette ligne affichée devant les lecteurs, le journal ne manquerait pas de faire appel la semaine suivante à des défenseurs de Staline pour exposer à leur tour leurs thèses. J'ai donc attendu la semaine suivante, j'ai lu P. H. et je ne suis plus abasourdi : je suis **édifié et dégoûté**.

Marx disait que tout se tient et voici comment :

1^{re} phase : On prépare doucement le lecteur par de multiples informations (les staliniens par-ci, le stalinisme par-là). Dans cette préparation on s'épaule amicalement avec la propagande bourgeoise (le stalinisme par-ci, les staliniens... oh pardon ! les communistes par-là).

2^e phase : On sort un bon gros article bien antistalinien, bien anticommuniste, bien calomniateur, sur la base d'un livre produit par G. Bortoli, journaliste éminemment prolétarien comme tout le monde sait, qui fut correspondant de... l'O.R.T.F. en URSS (quelle référence !). Ce livre est censé décrire la « vie » de tous les jours dans l'enfer communiste... oh pardon ! stalinien de l'U.R.S.S. en 1952-53 (remarquons le choix judicieux de la période — mort de Staline, les révisionnistes se disputent le pouvoir —) ce qui est fort intéressant quand on sait que ce M. Bortoli passa 3 ans en URSS vers... 1965, c'est-à-dire, au moins 12 ans après (ce qui n'est pas dit dans l'article !).

Pour le contenu de l'article qui en remontrerait aux meilleurs rédacteurs

de propagande de la CIA et du capitalisme, « tout y est ou presque » :

« Les foules anonymes aux vêtements mal foutus », « la routine grisâtre et morne de la vie soviétique de tous les jours », « l'ultime extrémité du possible en matière de terrorisme et d'exploitation », « les isbas délabrés des kolkhozes, les luxueuses villas des dignitaires, les immenses camps du MVD, les colossales statues du chef, les énormes réalisations du régime, les petits littérateurs officiels, gras et roses, les kolkhoziens faméliques, les millions de bagnards au crâne rasé, les ouvriers ivrognes (!), les héros du travail, les sbires inquiétants du KGB, l'immense foule (!) russe et, à cent pieds au-dessus d'elle, le Dieu-Staline (!) », « la faim permanente », « la chasse à la nourriture », les villes et les campagnes affamées « la peur quotidienne », éventuellement jusqu'à « la vraie, la grande, la dernière, celle du coup de sonnette à 3 h du matin », « des millions de meilleurs militants, dans le monde entier (!), de la Grèce à la Chine (!!!), de l'Espagne à la Pologne, sont exterminés (!), sont délibérément sacrifiés par Staline », « certains d'entre eux... livrés officiellement (!!) à la Gestapo par le NKVD de Staline ». Mot à mot ce que disaient les capitalistes occidentaux il y a vingt ans en pleine guerre froide (mais alors les capitalistes avaient raison quand ils disaient que Staline était un monstre et le communisme une monstruosité, mais alors on comprend qu'ils aient lutté pour endiguer le communisme... pardon le stalinisme, mais alors la Corée, l'Indochine, la chasse aux sorcières, etc., c'était pas si mauvais, mais alors, mais alors...). Jusqu'au bouquet final : « il faut faire savoir aux nouveaux adorateurs (!) de Staline qu'ils n'ont rien à faire dans les rangs de l'extrême (!) gauche, que leur vraie place, leur seule place est aux côtés des NOSTALGIQUES DE TOUS LES FASCISMES (!!!) » C.Q.F.D. COMMUNISTES...

oh pardon ! STALINIENS = FASCISTES, et ce C.Q.F.D. là va nous être très utile pour aborder

la 3^e phase :

La semaine suivante, on sort un « dossier-débat » de 5 pages entre 2 magnifiques intellectuels avec pour gros titre :

NAZISME ET STALINISME (CQFD bis) et 2 sous-titres : 1) le langage totalitaire (c'est pas l'UDR qui parle comme ça) ; 2) Deux histoires.

Mais des résultats comparables (!) (CQFD ter) et ce n'est pas tout, des photos et dessins mettent sur le même plan les manifestations de masse nazies en Allemagne et les manifestations de masse communistes (ou staliniennes ?) en URSS. Et tout cela dans un charabia hautement intellectuel qui passe de la présentation de Hitler-admirateur-de-Staline (pourquoi pas allié ?), de la comparaison de Lénine à Mussolini-le-fasciste, à l'aveu inconscient de l'abandon du léninisme par l'abandon de Staline (dans ce que dit Lénine : le parti doit prendre tout le pouvoir, pas de fraction dans le parti, « le stalinisme se trouve en germe »). Eh oui, messieurs les petits-bourgeois, dans le léninisme, la pratique de Staline se trouve en germe car Staline ne fut que le continuateur fidèle de Lénine, et comme dit Mao Tsé-toung : « abandonner l'épée qu'est Staline conduit à abandonner l'épée qu'est Lénine ».

Pour finir, une super-énormité parmi d'autres :

« Trotsky était la grande terreur (!) de la bourgeoisie mondiale » et par contre « Staline est apparu aux yeux de Hitler comme celui qui avait su imposer l'ordre national face au délire des judéo-internationalistes ».

Ah, bon ! On croyait que c'était l'U.R.S.S. de Staline qui était tout le temps attaquée par la bourgeoisie mondiale, on croyait que c'était l'URSS de Staline qui a subi des dizaines de millions de morts du fait des attaques et blocus impérialistes. On croyait que c'était l'URSS de Staline qui était le pire ennemi de la bourgeoisie mondiale et ce pourquoi celle-ci a nourri Hitler en son sein. On croyait que c'était l'URSS de Staline qui était le pire ennemi d'Hitler, que c'était sur le front russe que l'armée nazie avait subi 80 % de ses pertes totales de la guerre et que des nazis avaient été battus grâce à l'URSS où il y eut Stalingrad... oh pardon, Volgograd, on croyait que

c'était l'URSS de Staline qui apporta tout le soutien qu'elle pouvait (elle était dans des conditions déjà peu enviable) à l'Espagne attaquée par les fascistes. Eh bien non ! « la grande terreur de la bourgeoisie mondiale » c'était TROTSKY ! qui criait au début de la guerre : « Défaitisme Révolutionnaire », vous battez pas contre les nazis, ce sont des travailleurs comme vous... etc.

On croyait que l'URSS de Staline était à la tête du front mondial antifasciste (demandons aux camarades chinois ce qu'ils en pensent).

Eh bien non ! l'URSS de Staline et l'Allemagne nazie c'est kif-kif-la même chose.

Il suffit, inutile d'aller plus loin !

La **crapulerie** (le mot semble bien faible) n'a pas de limite dans la volonté **anticommuniste**.

Il faut encore dire que beaucoup de jeunes comme moi ont été **trompés** par Politique-Hebdo sous couvert de « faire la synthèse des idées d'extrême gauche », « ouvrir le débat au sein de l'extrême gauche », « favoriser la formation d'un pôle révolutionnaire en France », **trompés** car Politique-Hebdo n'était que la canne à pêche (ou le filet à noyautage) du PSU et plus profondément des **trotskyistes**, et plus profondément encore de la **petite-bourgeoisie intellectuelle anticapitaliste mais plus irréductiblement que tout : anticommuniste** — et n'est-ce pas, une fois de plus typique de ces gens qui prennent des airs de (fausse) pucelle, proclament leur (fausse) naïveté en prétendant vouloir « ouvrir le débat (!) », « faire la synthèse des idées (!) tout ça dans la meilleure des (fausses) objectivités, sans jamais annoncer ouvertement la couleur (PSU-Trotskyistes en l'occurrence) — et l'antistalinisme (communisme ?) n'est qu'un des aspects de ce travail souterrain, un autre aspect étant par exemple « un nouveau projet socialiste enraciné dans la réalité française (politiquement précisé autour du thème de l'autogestion) » et boum ! (éditorial du P. H. n° 70) « le projet autogestionnaire de la CFDT » (article dans le n° 70) et bing !

Voilà. On m'a eu une fois, on ne m'aura pas deux ! J'espère que vous aurez au moins le courage de publier cette lettre in-extenso (malgré sa longueur), car elle peut, je crois, représenter l'avis de pas mal de lecteurs.

Jean SARFATI.

PRÉPARONS ACTIVEMENT LE 1^{er} MAI

Le prochain numéro de « L'Humanité Rouge » sera le spécial 1^{er} mai (24 pages, 2 couleurs, sur 15 jours, avec, selon les nécessités de l'actualité, un supplément de 4 pages le 26 avril).

PRÉPAREZ DES MAINTENANT LA DIFFUSION DE MASSE DE CE NUMERO SPECIAL — AUGMENTEZ VOS COMMANDES.

Une affiche (à votre disposition à partir de samedi 14 avril) avec les mots d'ordre suivants :

- LE 1^{er} MAI - UNITE PROLETARIENNE ;
- REJOIGNEZ LE CORTEGE DE L'HUMANITE ROUGE.

Pour Paris :

Un tract sortira vendredi 13 avril appelant à la manifestation du 1^{er} mai sur nos mots d'ordre.

DES MAINTENANT, ORGANISEZ-VOUS POUR FAIRE DE CETTE CAMPAGNE DU 1^{er} MAI, UNE CAMPAGNE DE MASSE !

L'ORDRE SELON MESSMER et Cie

Le 6 avril, une délégation inter-universitaire s'est présentée au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (C.N.E.S.E.R.) pour apporter une motion sur le D.E.U.G., élaborée par le comité de coordination de onze universités parisiennes. Le Bris, directeur des Enseignements supérieurs, a fait appel à la police pour « chasser » cette délégation de vingt-huit universitaires, qu'il a refusé d'entendre. Le Bris a porté plainte : ainsi vingt-huit universitaires sont inculpés de « violation de domicile » (!)... ainsi qu'un reporter de l'Agence de presse Libération, qui assurait un reportage !

Nous publions à ce sujet le communiqué de l'A.P.L. :

« A la suite de l'arrestation et de l'inculpation (pour violation de domicile) des vingt-huit enseignants qui sont intervenus dans

une salle de réunion du CNESER au ministère de l'Éducation nationale vendredi 6 avril dans la matinée, l'Agence de presse « Libération » tient à dénoncer le fait qu'un de ses reporters photographes, J.-F. Graugnard, a été également inculpé. Refusant de prendre en considération le fait que ce photographe faisait son métier qui est d'informer, la police aidée de la justice bafoue une fois de plus le droit qu'ont tous les gens à une information véritable.

« Il est à signaler qu'en plus de cette inculpation, un inspecteur a saisi une pellicule dans l'appareil du journaliste au ministère. A la 6^e Brigade territoriale, la police a refusé d'enregistrer cette saisie, prétextant qu'elle n'avait pas reçu d'ordre à ce sujet. »

Levée de toutes les inculpations !

Liberté de la presse !

CAMBODGE : UNE EXCELLENTE SITUATION

Ça va mal à Phnom Penh. Lon Nol a renvoyé son astrologue ! Motif : celui-ci n'avait pas prédit l'attaque du Palais présidentiel par l'aviateur patriote So Photra ! Ses confrères astrologues, prudents, ont compris la leçon ; ils ont annoncé le départ de Lon Nol... en avril ! Lon Nol les a jetés en prison ! Lon Nol ne sait vraiment plus à quel astrologue se vouer. Il s'enterre dans un abri souterrain. Lon Nol ne croit plus en son étoile !

Et il y a de quoi : Phnom Penh asphyxié, quelques jours de vivres et d'essence seulement, une population excédée qui multiplie grèves et manifestations, les Forces armées patriotiques à deux pas ! Et la situation est la même à Takeo, Kompong Cham, Siem Reap...

CONTRE L'AGRESSION U.S. ET LA REPRESSION LON-NOLIENNE...

Aussi est-ce la panique chez les lon-noliens ; et l'on a appelé Nixon à la rescousse... Nixon a agi vite et fort et cela en dépit de sa signature des Accords de Paris. En quelques jours, le Pentagone a installé une base de ravitaillement pour ses avions à l'aéroport de Pochentong ; il a livré des dizaines d'avions « Stalio AV 24 » et les « B 52 » ont pris, chaque jour plus nombreux et meurtriers, la route de la zone libérée du Cambodge. Les 11, 12, 13 mars, c'est la région très peuplée de la route n° 2 qui est gravement touchée. Le 16 mars, c'est Takeo. Nixon installe ses hommes : les conseillers militaires déguisés en civils affluent ; E. Swank, ambassadeur des U.S.A. à Phnom Penh, prend en charge le contrôle direct de l'administration fantoche à Kompong Chnang ; il passe les troupes lon-noliennes en revue ; ni plus ni moins...

Lon Nol, lui aussi, tente de réagir. C'est l'état d'urgence et de siège décrété à Phnom Penh. Et les fantoches lon-noliens, qui n'ont eu jusqu'ici qu'un but : s'enrichir par tous les moyens — détournement de fonds, vols de la solde des soldats, pillages, etc. —, tous ceux qui vauront dans le luxe s'entre-déchirent pour avoir le pouvoir et... s'enrichir davantage, se sont mis d'accord sur une seule chose : la répression contre le peuple indigné. Arrestations, assassinats d'ouvriers, de lycéens et d'enseignants se succèdent ; les membres de la famille royale ont été emprisonnés. Lon Nol lorgne vers un modèle admiré : Nguyen Van Thieu !

LES VICTOIRES DU PEUPLE KHMER

Mais les choses ne vont pas toutes seules. Pour que quatre ou cinq bateaux de ravitaillement atteignent Phnom Penh encerclé, il faut tout le soutien de l'aviation U.S. pendant plusieurs jours ! Et sur ceux qui ont quitté le Sud-Vietnam, combien de bateaux coulés par les Forces armées

patriotiques ? La route n° 2 (Phnom Penh - frontière vietnamienne) est impraticable, la route n° 5 (Phnom Penh - Battambang) complètement coupée, les autres routes fort menacées sont coupées par intervalles ! La panique règne dans les positions lon-noliennes autour de Phnom Penh, Prey Veng, Kompong Cham, Kampof, Takeo. Personne ne sort des bases fantoches, il s'en faut ! La

zone encore vaguement contrôlée par Lon Nol se réduit chaque jour.

Seules restent encore les villes importantes pour Lon Nol. Là aussi, la situation n'est guère brillante. La colère populaire enfle chaque jour... Début mai, les ouvriers de Phnom Penh se sont mis en grève, puis ce fut le tour des enseignants et des élèves. Aujourd'hui, les femmes de Phnom Penh sont entrées dans la lutte contre la pénurie de riz de plus en plus menaçante. Les officiers de l'armée fantoche, eux-mêmes, œuvrent pour la lutte patriotique ; ainsi So Photra n'a pas hésité à attaquer le Palais de Chamcar Mòn il y a quelques semaines. A Kompong Cham, à Pursat, mêmes mouvements grandissants des enseignants, des fonctionnaires et du peuple tout entier.

Le peuple de la zone libérée, lui, ne chôme pas, et contribue aux victoires politiques et militaires. Actif à la production, attentif à l'étude, ardent au combat, il fait en sorte que se réalisent chaque jour davantage les cinq points fondamentaux du F.U.N.K. indiqués par Norodom Sihanouk dans son discours du 23 mars 1970 (voir ci-contre).

Le chef du G.R.U.N.C. et président du F.U.N.K., Norodom Sihanouk, vient de visiter les zones libérées de son pays. Cela est de bon augure pour le peuple khmer qui marche à grands pas vers la victoire finale.



Des zones libérées, bien défendues contre le déchaînement des B 52 de Nixon.

Déclaration de Samdech Norodom Sihanouk

(le 23 mars 1973)

Elle indique notamment :

- » 1° Dissoudre irrévocablement le gouvernement Lon Nol et les deux Chambres du Parlement qui ont trahi leurs serments constitutionnels et la constitution du royaume.
- » 2° Inviter tous les compatriotes et tous les étrangers résidant au Cambodge à ne pas reconnaître ni respecter les décrets (prakas, kret), les lois (krâm), les ordres, les messages, les circulaires, les jugements, les décisions de tous ordres, les sentences qui sont ou seront « l'œuvre » du groupe Lon Nol-Sirik Matak-Chéng Héng et de leurs complices ou serviteurs.
- » 3° Former un nouveau gouvernement d'Union nationale, constituer une assemblée consultative provisoire dont les membres seront les représentants qualifiés des différents milieux de la société khmère (moines, paysans, agriculteurs, ouvriers et autres travailleurs, commerçants, industriels, militaires, po-

liciers, gardes provinciaux, jeunesse et intellectuels, fonctionnaires, femmes, etc.).

- » 4° Constituer une armée de libération nationale.
- » 5° Unir les Khmers vivant à l'intérieur du pays et les Khmers résidant à l'étranger (religieux et laïcs, militaires et civils, hommes et femmes), qu'animent les idéaux d'indépendance, de démocratie, de neutralité, de progressisme, de socialisme, de bouddhisme, de nationalisme, d'attachement à l'intégrité territoriale du pays dans ses frontières actuelles, d'anti-impérialisme et anti-néo-colonialisme, enfin, pour former ensemble un front uni, dont l'appellation officielle sera : « Front uni » national du Kampuchea », abréviation : « F.U.N.K. ».
- » La mission essentielle du FUNK consiste à :
 - » 1° Libérer la patrie — le Kampuchea — de la dictature et de l'oppression de la clique des réaction-

naires pro-impérialistes Lon Nol, Sirik Matak, Chéng Héng.

- » 2° Lutter contre les impérialistes américains qui agressent et oppriment les peuples d'Indochine, y font germer l'injustice, la guerre, les catastrophes de toutes sortes, l'hostilité et la désunion, les troubles, les crises et les misères chez les trois peuples : khmer, vietnamien et lao. Cette lutte sera menée aux côtés et avec le soutien total des pays des peuples socialistes, progressistes, anti-impérialistes proches ou lointains.
- » 3° Reconstruire le pays et le faire avancer le plus rapidement possible dans la voie du progrès au lendemain de la victoire sur les ennemis, cette mission de reconstruction devant être accomplie par tous les Khmers, dans une camaraderie, une solidarité et une union totale, comme au temps difficile du combat. »

E-100

DISTRIBUTEUR DE NAIM FRASHERI (Albanie)

LES ROMANS

Esprit lucide	3,60
Les prairies vierges	2,95
Nuits d'hiver	5,40
Automne d'orage	5,40
Récits	6,00

ŒUVRES D'ENVER HOXHA

Discours 67-68	3,80
Discours 69-70	3,80
25 années de luttes et de victoires	1,50
C'est dans l'unité complète parti-peuple-pouvoir que réside notre force	1,50

ECRITS POLITIQUES ET SOCIAUX

Nos amis nous demandent	2,30
Les assurances sociales	1,65
Histoire du Parti du Travail d'Albanie	11,00
La libération de Tirana (Mehmet Shehu)	3,25
Le Parti du Travail d'Albanie en lutte contre le révisionnisme	8,70
De quelques questions de l'édification du socialisme	2,70
Rapport sur le V ^e plan quinquennal (Mehmet Shehu)	4,35

Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port.

Edition-diffusion du Centenaire,
B.P. 120, 75962 Paris, Cédex 20

POUR L'UNITÉ DES MARXISTES-LÉNINISTES

Nous publions de très larges extraits d'une lettre de camarades qui viennent de rejeter la ligne et l'organisation « Front Rouge ». Ce n'est pas le lieu de rappeler d'où vient ce groupe qui se réclame du marxisme-léninisme (et même du « Parti »), quelle est sa ligne et son activité : d'autres publications l'ont fait et le feront encore.

Les camarades qui nous écrivent, comme l'immense majorité des militants « F.R. », nous n'en doutons pas, étaient et sont profondément attachés à l'unité des marxistes-léninistes. Ils ont fait l'expérience de la nocivité de la ligne F.R. et du scissionnisme qui ne profite qu'à la bourgeoisie et aux révisionnistes. Le témoignage de ces camarades a donc une grande valeur d'exemple. Nous le considérons aussi comme un appel à tous les militants de « Front Rouge » : réfléchissez sur le chemin parcouru depuis deux ans, ne croyez pas vos dirigeants sur parole, lisez les publications de « L'Humanité Rouge » et rejoignez son juste combat pour la révolution prolétarienne !

Chers camarades,

Nous avons travaillé depuis quelques mois avec le groupe Front Rouge avec l'illusion de renforcer ainsi le mouvement marxiste-léniniste. Notre expérience nous a montré que nous étions dans l'erreur et que nous nous sommes trompés sur ceux qui défendent véritablement le marxisme-léninisme. Notre expérience nous permet maintenant de faire le bilan de la ligne anti-communiste de Front Rouge.

Nous avons compris que la but des leaders de Front Rouge n'était pas de préparer la classe ouvrière à la révolution, mais de livrer la classe ouvrière aux mains de quelques intellectuels. Ils justifient leur prétention de diriger le mouvement marxiste-léniniste en niant cette vérité fondamentale du marxisme-léninisme que la classe ouvrière est objectivement la seule classe révolutionnaire et que c'est une loi de l'histoire que la classe ouvrière instaurera de toute façon le socialisme.

Comment justifient-ils leur théorie ? Ils s'appuient sur « Que Faire » en niant le contexte de ce texte de Lénine, à savoir que ce texte était une polémique contre les économistes et en plus, en falsifiant Lénine. Lénine disait que la classe ouvrière ne peut pas spontanément développer la conscience socialiste, d'où ils concluent qu'elle est incapable de trouver d'elle-même la voie révolutionnaire pour instaurer sa dictature. S'appuyant sur la citation de Lénine : « La conscience socialiste vient du dehors », ils justifient la prétention des intellectuels petits-bourgeois de prendre la direction du mouvement ouvrier révolutionnaire, parce que, sans eux, le prolétariat serait perdu.

Voyons ce que nous enseigne Staline :

« Certains affirment que, selon Lénine et la « majorité », le mouvement ouvrier s'il n'est pas lié à l'idéologie socialiste, ira à sa perte, n'aboutira pas à la révolution sociale. Mais c'est là une pure invention, une invention d'oisifs, qui ne pouvait venir à l'esprit que de pseudo-marxistes comme Ane. »

« Certes, un jour, après avoir longtemps erré et souffert, le mouvement spontané, même sans l'aide de la social-démocrate, arrivera à ses fins, se présentera aux portes de la révolution sociale, car « la classe ouvrière est attirée spontanément vers le socialisme ». »

« Qu'est-ce que le mouvement ouvrier sans le socialisme ? Un navire sans boussole, qui finira bien par accoster l'autre rive, mais qui, s'il possédait une boussole, accosterait plus vite et s'exposerait à moins de périls. »

Il ressort de la théorie anti-marxiste des dirigeants de Front Rouge que leur but est bien d'attaquer et de détruire la véritable avant-garde du prolétariat.

N'osant pas attaquer l'avant-garde marxiste-léniniste par la droite, puisque celle-ci est née dans la lutte contre le révisionnisme et parce qu'elle a toujours mené la lutte contre l'opportunisme de droite, ils l'ont attaquée par la gauche, en se servant d'erreurs qui ont été faites et qui sont inévitables dans une organisation jeune.

Comment se concrétise cette attaque par la gauche ?

1° Par le mensonge que « L'Humanité Rouge » propageait l'étape intermédiaire en proposant l'unité de toutes les couches antimonopolistes, c'est-à-

dire une unité avec la bourgeoisie-antimonopoliste, en jouant sur le mot « démocratie avancée ». Ils se sont servi de ce mensonge pour pouvoir passer sous silence la nécessité des alliances de classes et laisser seul le prolétariat. Pourtant, aujourd'hui, plus que jamais, les alliances de classes sont nécessaires pour arriver au socialisme.

2° Ils nient le processus de fascisation tout en rappelant que Fontanet est un fasciste et en appelant la circulaire Fontanet une loi fasciste. Comment se fait-il qu'il y ait un ministère fasciste sans qu'il y ait fascisation du régime ?

3° Dans la question des syndicats, ils prennent une position antiléniniste ultra-gauchiste. Ils remettent en cause l'organisation des ouvriers dans les syndicats, « organisations de collaboration de classe » (FR n° 23). Ils nient la nécessité d'une organisation syndicale pour que le prolétariat puisse survivre dans le régime capitaliste. Ils nient que la classe ouvrière a besoin à la fois de ces deux formes d'organisation : syndicale et politique. Ce qui leur permet de mettre dans le même sac l'ouvrier syndiqué et le bonze (1).

4° Comment Front Rouge conçoit-il la question de l'avant-garde du prolétariat et de ses tâches ?

Pour un communiste, l'avant-garde doit être déterminée selon des critères politiques. Comme Staline dit : « Il faut que le parti absorbe tous les meilleurs éléments de la classe ouvrière, leur expérience, leur esprit révolutionnaire, leur dévouement infini à la cause du prolétariat. » Front Rouge leur substitue le critère économique : organiser l'avant-garde du prolétariat signifie pour eux « organiser les franges les plus exploitées de la classe ouvrière ».

En répétant sans cesse qu'il faut « rassembler les ouvriers les plus exploités », ils sèment la méfiance envers les ouvriers qui ont un salaire plus élevé ou des conditions de travail plus supportables. Voilà pourquoi ils s'opposent au mot d'ordre qui unit la classe ouvrière « classe contre classe ». Ils font là le jeu de la bourgeoisie, qui essaye de diviser la classe ouvrière, par exemple par la hiérarchie des salaires (...)

Les propositions concrètes de « L'Humanité Rouge », « Ce que proposent les marxistes-léninistes » et les autres articles sur les élections n'ont pu sauver les mensonges de Front Rouge sur « L'Humanité Rouge » et nous ont aidé à découvrir que la ligne de Front Rouge reposait sur des principes antimarxistes. Vive l'unité des marxistes-léninistes !

Vive « L'Humanité Rouge » !

(1) Cf. leur article sur la lutte de Berliet dénoncé dans nos colonnes - H.R. n° 173 (NDRL).

QUE CHACUN ÉCRIVE A TOUS !

Ce printemps 73, ouvriers, paysans, étudiants et lycéens entrent massivement dans la lutte. Et dans leurs combats, il y a beaucoup d'initiatives, de richesses et d'ardeur. Ce printemps 73, notre peuple montre une fois de plus de quoi il est capable quand il se lance dans l'action.

Amis, camarades, de ces combats, vous n'êtes pas absents. Nous le savons. Tel bagarre au coude à coude avec ses camarades d'atelier, tel autre resserre ses liens de classe avec nos frères immigrés, celle-là a été élue par ses camarades au comité de grève de l'usine ou du lycée... Chacun, vivement encouragé par l'ardeur amplifiée des masses populaires, va de l'avant...

Et pourtant, cela apparaît bien trop peu encore dans notre journal. Ces derniers temps, où les luttes se multiplient, nous recevons bien moins de copie ! Pourtant, le journal se vend bien plus. Alors ? Bien sûr, la journée est longue et rude : l'usine ou le bureau, les discussions, les ventes, les affichages, les manifestations... et les ventes militantes se multiplient. Ecrire un article, même court, demande un effort supplémentaire, c'est vrai.

« Ecrire, c'est important, mais ça prend beaucoup de temps : c'est difficile... » Voilà ce que pensent et disent certains camarades. Mais non, il s'agit de dire les choses telles qu'elles sont, sans complaisance ni « belles phrases ». Des camarades qui passent leur temps, leurs soirées entières à convaincre, combattre des idées fausses, organiser, ne sauraient plus s'y prendre quand il faut prendre la plume ! Mais si, il s'agit simplement de mettre par écrit ce que l'on fait et dit dans la lutte de tous les jours.

Comment réaliser l'unité prolétarienne que nous voulons, si toi, camarade de Marseille, du Mans, de Paris ou d'ailleurs, n'écris pas pourquoi et comment on lutte auprès de toi, pourquoi et comment tu luttas, et si tu gardes toutes ces bonnes « nouvelles » pour toi ? Ne soyons pas injustes d'ailleurs : de tous les coins de France, lycéens et lycéennes nous ont écrit leurs luttes ; des lycéens, nous avons reçu un abondant courrier... mais des autres front, c'est encore bien peu !

Que chacun, qui combat ici ou là, au milieu de notre peuple donne des « nouvelles » à tous. C'est à ce prix que notre journal jouera pleinement son rôle pour forger l'unité prolétarienne.

Amis, camarades, nous attendons des « nouvelles » !

Attaque fasciste contre un militant de « L'Humanité rouge »

Notre C.D.H.R. a reçu avec enthousiasme les nouvelles affiches contre la circulaire Fontanet, « Travailleurs français, travailleurs immigrés tous unis ».

Ce juste mot d'ordre n'est bien sûr pas du goût des fascistes. C'est ainsi que mercredi dernier vers 20 h 30 trois jeunes gens qui nous observaient depuis longtemps ont attaqué notre équipe de collage. Ils ont commencé par arracher des affiches et à tordre la main de la camarade qui s'opposait à ce sacage en déclarant qu'« ils n'aimaient pas les gauchistes » (ce que nous ne sommes d'ailleurs pas !). Devant leur attitude menaçante, notre camarade est venu à la rescousse ; mais dès qu'ils le virent, les 3 fascistes se ruèrent sur lui, le frappèrent sauvagement avant de s'enfuir en voiture.

Cet incident prouve une nouvelle fois à quelles violences se livrent les commandos fascistes devant la montée des luttes de masse. Qu'ils ne s'imaginent pas nous détourner de notre juste combat avec les travailleurs, tels que ces immigrés qui, venus après l'agression, nous ont spontanément offert leur soutien pour terminer notre tâche.

A bas les violences fascistes !
Travailleurs français, immigrés, tous unis !

Poursuivons la lutte contre la circulaire Fontanet.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Contre les liquidateurs	8
MP. Soutien à HR	5
S. permanente.	
Sympathisant	9
CDHR Dimitrov	50
Anonyme	31
1 travailleur	1,50
Cercle GD	50
De masse BDT	48
Vive l'unité prolétarienne... ALT	200
CDHR G. Flourens	
1 ^{er} versement avril	20
Pour que HR se développe	50
Soutien HR en timbres	16
Léon. HR vaincra	10
CDHR Kirov	10
1 lecteur. Mars	50
CDHR PV Couturier	100
Soutien	1
Sympathisant Paris Nord	103
1 camarade du Midi	7,50
APB	10
CDHR Manouchian	400
CDHR F Yveton	48
MP représentant de commerce	50
Total de la semaine	1 344
Total précédent	279 408,40
Total général	280 752,40

Secours Rouge Proletarien

Pour les travailleurs guadeloupéens en grève	50
JFH	9
Vive la juste lutte du peuple guadeloupéen.	
Jeanne	1
Florence	3
1 sympathisante ML	2
1 militant de l'HR	1

Vous trouverez « PROLÉTARIAT » dans les librairies suivantes :

PARIS

Norman Béthune, 76 boulevard Saint-Michel (5°).
Le Phénix, 72 boulevard de Sébastopol (2°).
L'Étincelle, 92 rue d'Oberkampf.
La joie de Lire, 40 rue Saint-Séverin (5°).

MARSEILLE

Lire, 16 rue Sainte (1^{er}).

LYON

Librairie Fédérop, 7 rue des Trois-Maries (5°).

RENNES

Le Monde en Marche, 37 rue Vasselot.

AGEN

Librairie Occitane, 32 rue Grenouilla.

SAINT-BRIEUC

Maison de la Presse, 13 rue Saint-Guillaume.

GRENOBLE

Librairie de l'Université, 2 place du Docteur-Léon-Martin.

L'exemplaire (6 F) en vente dans ces librairies ou par l'intermédiaire des militants, ou sur demande à son siège contre 7 F (majoration pour frais d'expédition).

Abonnement : 1 an : 20 F — 2 ans : 35 F.

Abonnement de soutien : 1 an : 50 F — 2 ans : 100 F.

PROLETARIAT, 17 rue du Sentier 75002 Paris
C.C.P. : 3068698 La Source

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	40 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

La Méditerranée appartient aux peuples et pays méditerranéens (2)

Pour le droit de pêche des peuples riverains de la Méditerranée et la lutte contre la pollution de la Méditerranée, mer de tous les peuples méditerranéens !

Pour le plus grand surprofit immédiat, les deux super-puissances pratiquent dans toutes les mers du monde la pêche intensive avec des moyens matériels de destruction massive des réserves de pêches internationales et de certains pays cotiers comme l'Islande. Accompagnés de leurs bateaux de guerre comme protecteurs, ils n'hésitent pas à violer les eaux territoriales pour râcler tout le poisson des faibles profondeurs. Les deux super-puissances s'appuyant sur leur haut développement industriel capitaliste se conduisent ainsi en despotes, dans la tradition des pirates, appliquant partout la politique du plus fort, et ravageant à volonté les richesses halieutiques (de pêche) de pays et peuples vivant presque exclusivement de la pêche, les amenant ainsi progressivement à la ruine. C'est une grave atteinte économique et une menace mortelle pour les peuples et la souveraineté nationale de nombreux pays maritimes.

Nous ne nous étendons pas non plus, mais nous devons le citer, sur le pillage des sous-sols marins, riches en pétrole et minerais que veulent s'approprier aux dépens des peuples, les capitalistes monopoleurs et certains pays capitalistes, outre les deux super-puissances.

Enfin s'ajoute une autre atteinte aux réserves de pêche et à l'environnement. C'est la pollution des plages par les débris pétroliers et les résidus industriels et chimiques, véritable sauvagerie entreprise sans réglemen-

tation et sans protection par les capitalistes monopoleurs. La pollution industrielle et chimique n'est pas étrangère à l'empoisonnement des élevages d'huîtres ces dernières années, sur les côtes françaises de l'Océan et principalement d'Arcachon, ruinant des milliers d'éleveurs.

En cela, la lutte des pêcheurs corses contre les boues rouges, celle des littoraux de la Côte d'Azur et de l'Atlantique pour la protection des plages et des élevages est entièrement juste. Elle doit être soutenue par le prolétariat de France et elle rejoint celle de tous les peuples en lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme. La lutte doit être amplifiée et généralisée pour contraindre le gouvernement Pompidou à agir pour mettre le monopoleur Montedisson à la raison. Et il ne fait aucun doute que dans cette lutte nous devons trouver le soutien du prolétariat italien et des pêcheurs italiens, ainsi que la population italienne du littoral.

Aussi, nous réaffirmons le droit légitime des pays cotiers de fixer, en partant de considérations géographiques, géologiques, écologiques, économiques et de sécurité nationale, les limites de leurs eaux territoriales et de la zone adjacente, sous juridiction nationale, et de contrôler et de protéger toutes les ressources de la région. Nous revendiquons ce droit pour la France, au nom du peuple de France et exigeons du gouvernement Pompidou qu'il agisse en conséquence.

Au nom de ce droit du peuple de France et de la population de Corse en lutte, nous exigeons du gouvernement français qu'il étende les eaux territoriales de la Corse jusqu'à la mitoyenneté de la Sardaigne et de l'Italie.

Le droit de la mer doit être mis à jour de façon à assurer la souveraineté des pays cotiers et pour sauve-

garder les intérêts de tous les pays cotiers ou continentaux en voie de développement.

Le gouvernement français, en l'attente de tout accord doit prendre immédiatement les mesures appropriées pour prévenir et interdire la pollution en Méditerranée sur les zones à l'intérieur des limites données qui sont adjacentes aux eaux territoriales de la Corse et de la France, pour protéger la santé, la sécurité et l'économie des populations laborieuses directement concernées.

La lutte contre la pollution ne peut pas attendre le socialisme en France, car il y a des destructions irréversibles. Et la lutte contre la pollution fait partie de la lutte du peuple de France pour le socialisme.

Aussi nous devons exiger dès maintenant que le gouvernement français exerce un contrôle strict sur le rejet des matières résiduelles et nocives par les monopoleurs italiens, et résoudre le problème du déversement des substances empoisonnées dans la Méditerranée.

Le gouvernement français doit, par ailleurs, donner l'exemple en la matière, car il ne peut prétendre interdire aux autres ce qu'il pratiquerait lui-même pour le compte des capitalistes monopoleurs français dont il est l'expression étatique.

Le peuple de France et la population corse en particulier, doivent donc se mobiliser et lutter aussi pour exiger du gouvernement français d'interdire aux entreprises capitalistes sous sa juridiction, monopoleurs ou non, mais tous les pollueurs, d'empoisonner les fleuves et rivières de France ainsi que toutes nos eaux territoriales en y déversant toutes sortes de gaz toxiques, produits chimiques, industriels et autres matières nocives et polluantes, aussi bien en Méditerranée

que dans l'Océan Atlantique que la Manche et la Mer du Nord.

Le gouvernement français ne pourra s'opposer efficacement au groupe monopoleur italien Montedisson que si sans hypocrisie il ne se rend pas coupable des mêmes méfaits. Et c'est effectivement à cela qu'on doit mesurer son inefficacité dans le problème des boues rouges, c'est parce qu'il n'a pas les mains blanches, et qu'il protège les pollueurs français, capitalistes monopoleurs.

En effet, le capitalisme ayant accédé au stade de l'impérialisme, les groupes monopoleurs en quête de super-profits, dans l'anarchie sérieuse que connaît la production, rejettent dans l'air et la mer, sans la moindre retenue ni la moindre précaution de sécurité préventive, les substances nocives qui les gênent provoquant la pollution mortelle et la contamination de l'environnement.

Les pays capitalistes les plus développés, en raison de la concurrence, ne veulent pas dépenser un sou qui diminuerait leur profit d'autant, pour limiter ou supprimer la pollution. Les deux super-puissances viennent en tête dans cette course au profit, mais la France n'est pas loin derrière. Il est dans leur nature d'exploiter le prolétariat, d'exploiter le peuple et la politique impérialiste de pillages, de rapines, d'agressions et de guerre et de la pollution est dans leur nature. On ne pourra donc lutter efficacement contre la pollution, contre la destruction de l'environnement, de l'équilibre biologique, écologique, c'est-à-dire de la vie et de la survie de notre espèce qu'en abattant l'impérialisme et le capitalisme, que par le développement de la lutte contre les deux super-puissances, contre tous les capitalistes monopoleurs, notamment les monopoleurs français.

Conclusions : AU NOM DU PEUPLE DE FRANCE ET DU PROLETARIAT DE FRANCE, AU NOM DE LA POPULATION DE LA CORSE, ET DANS L'INTERET DE TOUS LES PEUPLES MEDITERRANEENS, NOUS EXIGEONS :

1° Que la France porte immédiatement et unilatéralement ses eaux territoriales en Méditerranée jusqu'à la mitoyenneté avec la Sardaigne et l'Italie.

2° Que la France agisse pour dans un premier temps que les pays de la Méditerranée portent unilatéralement ou simultanément leurs eaux territoriales jusqu'à la mitoyenneté, et que dans un deuxième temps, après les négociations nécessaires, que la Méditerranée devienne la propriété commune sans frontière des seuls pays méditerranéens riverains.

3° Que la France s'oppose immédiatement à la politique d'hégémonie des deux super-puissances en Méditerranée, qu'elle interdise, immédiatement et sans condition, ses eaux territoriales et ses ports aux flottes militaires américaines et soviétiques.

4° Que la France agisse auprès des autres pays riverains de la Méditerranée pour que d'un commun accord ils agissent de même, dans l'intérêt commun.

5° Que la France agisse pour l'élaboration d'une juridiction internationale commune aux pays méditerranéens, sur la base de l'égalité des droits et de la réciprocité, dans le cadre des cinq principes de la coexistence pacifique, pour faire de la Méditerranée une mer de paix à l'abri de toutes les pollutions capitaliste et social-impérialiste.

IMPERIALISTES AMERICAINS ET SOCIAUX - IMPERIALISTES SOVIETIQUES HORS DE LA MEDITERRANEE !

MEDITERRANEE MER DE PAIX !

MEDITERRANEE SANS POLLUTION !

LA MEDITERRANEE AUX MEDITERRANEENS !

LARVERNE.

GUADELOUPE : LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE SUCRIERE CONTINUE



tré dans une période de reflux. Entre les deux tours de la farce électorale, trois usines se sont mises à fonctionner. Plus tard, dans la période suivant le deuxième tour, la reprise était générale.

Il convient de dégager les principales causes de cette reprise. La contre-propagande intense orchestrée par le colonialisme, accompagnée de toutes sortes de mesures répressives, a contribué à l'affaiblissement du mouvement. A Grosse-Montagne par exemple (comme ailleurs), ce sont les képis rouges qui déterminaient les tâches dans les champs. Les travailleurs (dont la majorité ne travaille que six mois sur douze) après deux mois et demi de grève ont vu se détériorer à l'extrême leurs conditions économiques déjà misérables en temps normal.

Ainsi après deux mois de grève héroïque et totale, les travailleurs ont regagné les usines et les champs.

Cependant, ont-ils abandonné la lutte contre les capitalistes usiniers et les propriétaires fonciers ? Non. La lutte continue sous d'autres formes et le soutien doit s'intensifier et s'adapter au caractère prolongé de la lutte qui se mène actuellement. Les travailleurs de l'industrie sucrière ont plus que jamais la certitude de la victoire.

Les ouvriers industriels, les ouvriers agricoles et les paysans pauvres ont repris le travail, décidés, par des actions régulières et systématiques, à perturber la campagne sucrière jusqu'à ce que les capitalistes usiniers et les propriétaires fonciers reculent.

De plus, les syndicats ont entrepris un grand travail de mobilisation des masses ouvrières et paysannes contre la violation par le colonialisme de ses propres lois.

Ces différentes actions exigent une attitude faite de fermeté et de clairovoyance. Déjà le Parti soi-disant communiste et les pontes de la C.G.T.G. (Songeons et Leroy) complètement débordés par le mouvement des ouvriers et paysans pauvres tentent de le saper. Electoralistes jusqu'au bout, ils ont tenté de réduire la lutte pour le respect et l'extension des libertés politiques, syndicales et démocratiques à la seule lutte contre la fraude électorale. Mais ils ont été dénoncés par l'U.T.A. et l'U.P.G. Actuellement, les révisionnistes et les syndicalistes traitres ne peuvent plus comme par le passé dévoyer les luttes populaires. Désormais, ils trouveront face à eux les travailleurs unis à la base et dans l'action de masse.

La lutte continue donc. Lutte prolongée des travailleurs de l'industrie sucrière pour l'aboutissement de leurs justes revendications. Lutte pour la défense et l'extension des libertés. Ces libertés ne sont rien d'autre que des conquêtes arrachées par les ouvriers et paysans au prix de leur sueur et de leur sang.

La lutte continue et le soutien doit continuer. Les travailleurs ont encore besoin de notre soutien matériel ; ils ont aussi besoin de notre soutien politique. Et la victoire appartiendra au peuple travailleur.

Le 6 avril 1973.

Le Comité exécutif de l'A.G.E.G.

Face à la résistance ferme et persévérante des travailleurs, face au vaste mouvement de solidarité animant l'ensemble de notre peuple, les capitalistes usiniers et les propriétaires fonciers, appuyés par l'appareil d'Etat colonialiste, ont utilisé corruption, tromperies de toutes sortes et répression. C'est ainsi qu'entre les deux tours des élections législatives, ils ont lancé par le canal de l'O.R.T.F. et France-Antilles une campagne d'informations mensongères. Le but de cette campagne était clair : démoraliser les travailleurs, semer la confusion au sein de notre peuple, affaiblir le mouvement pour mieux réprimer. Au cours de ces actions destinées à en finir avec le mouvement de masse, le colonialisme français a violé ses propres lois tant ses intérêts étaient menacés et tant était grande sa frayeur devant l'unité grandissante de notre peuple. Sans vergogne, il a piétiné les libertés politiques, les libertés syndicales et les libertés démocratiques.

Ainsi donc, progressivement, l'héroïque mouvement de grève est en-

" LE C.E.T., C'EST DÉJÀ L'USINE "

Les élèves des collèges d'enseignement technique seront demain des ouvriers. Leurs combats d'aujourd'hui préparent les combats de la classe ouvrière de demain. Enfants d'ouvriers, confrontés à la réalité de l'exploitation, conscients de leur avenir de travailleurs, ils ont pour beaucoup, pris conscience du sort que leur réserve le capitalisme.

En grève dans de nombreux établissements comme leurs camarades des lycées pour l'abrogation de la loi Debré, ils ont également des revendications qui leurs sont propres. Ils demandent : la liberté d'expression.

— le droit de réunion, d'affichage, de lire la presse de leur choix ;

— une sécurité plus grande dans le travail ;

— La diminution des horaires et des effectifs par classe ;

— le droit de redoublement ;

— la reconnaissance des diplômes.

A cela s'ajoute leur volonté de voir cesser le racisme, fréquent dans les C.E.T. ; ils protestent contre les brimades multiples qui leur sont infligées et enfin ils exigent que les patrons ne soient plus représentés dans les CET.

C'est pour cela qu'environ 20 000 d'entre eux ont manifesté le 4 avril de la Nation à la Place des Fêtes.

Dès le départ, la manifestation s'est marquée par son sérieux et sa détermination. De nombreux mots d'ordre portant sur les revendications des CET ont été lancés. Mais on pouvait entendre aussi : « Renault, CET, même patron, même combat ». Des élèves des CET faisaient une collecte de soutien aux O.S. en grève de Renault. En passant à Belleville, on a pu entendre des mots d'ordre pour l'abrogation de la circulaire Fontanet. Une délégation de travailleurs immigrés était présente dans la manifestation.

De nombreux mots d'ordre portant sur l'armée ont été lancés, en particulier : « Service national, service du



capital ! » Après l'agression fasciste de la police à Strasbourg, on entendait fréquemment : « Le fascisme ne passera plus ! ».

Il faut signaler que des individus qui s'étaient présentés avec une voiture munie de hauts-parleurs tentèrent de se placer en tête de la manifesta-

tion. Ils furent refoulés par le service d'ordre. Il apparut ensuite qu'il s'agissait de révisionnistes de Bobigny.

Aux fenêtres et sur les trottoirs, des travailleurs manifestaient leur soutien aux élèves des CET en applaudissant et en levant le poing : la manifestation leur répondait en les applaudissant.

Les élèves du Technique ont montré et montreront qu'ils sont dignes des traditions de lutte de la classe ouvrière de France.

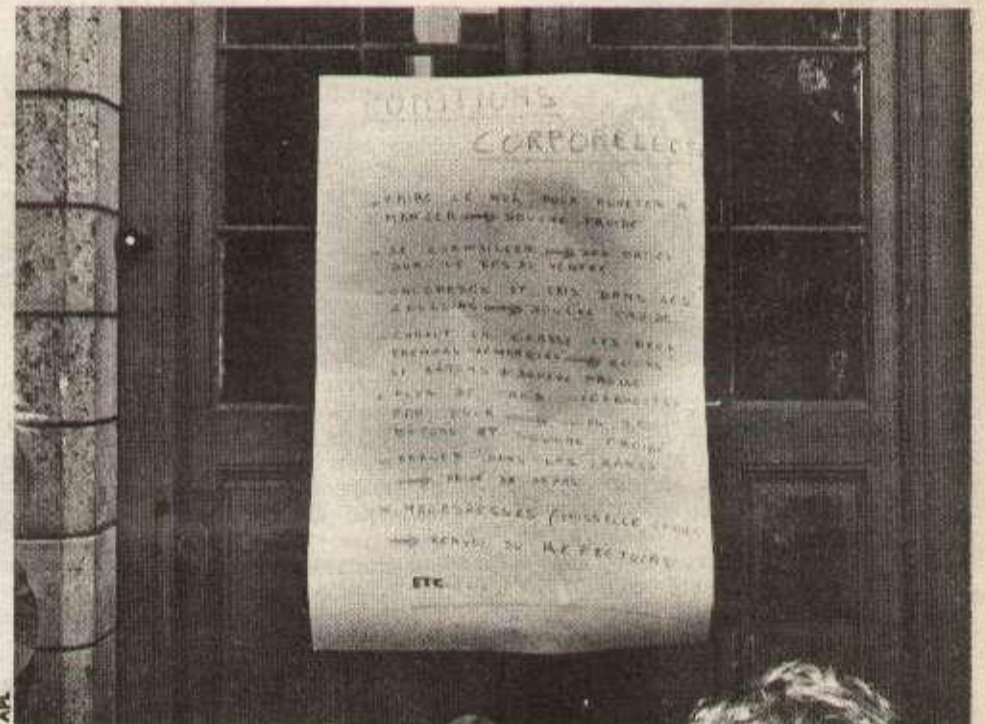
Les lycéens et les élèves des CET ont commencé à s'unir dans la lutte ; qu'ils s'unissent toujours plus, c'est une des conditions de la victoire.

A MEUDON DES ENFANTS SERVAIENT DE COBAYES POUR UN LABORATOIRE

Dans le dernier numéro de « L'H.R. », nous avons relaté comment, par décision du directeur général de l'Œuvre des Orphelins d'Auteuil et du directeur de la maison, les apprentis de l'Orphelinat de Meudon ont été purement et simplement jetés à la rue — parce qu'ils ont « osé » présenter quelques revendications concernant la nourriture, la propreté des lieux, le règlement, etc. Ce dernier stipule, entre autres, que, lors des récréations « les chants, les cris, les sifflements, les bousculades, les rixes et, en général, tout ce qui ressemble au désordre est interdit. Les conversations doivent être réservées. La discipline suppose la docilité, la bonne tenue, l'honnêteté morale ».

Malheureusement pour les prêtres responsables de cet établissement (par ailleurs « patronné » par Mme Pompidou en personne), la riposte des pensionnaires a permis de mettre à nu leur manière de concevoir « l'honnêteté morale » : ils ont montré aux visiteurs la vétusté des locaux, les douches dans la cave, ils ont parlé des fréquentes punitions corporelles (giffes, coups de pieds, douche froide, etc.).

Les langues se déliant, ils en sont venus à révéler l'impensable : depuis décembre, certains servaient de cobaye pour tester les produits d'un laboratoire de produits cosmétologiques. Tous les quinze jours, un médecin ou une infirmière venait poser sur le dos des « cobayes » des timbres renfermant les produits chimiques destinés à être testés. Jusqu'alors, ces produits n'avaient été testés que sur des animaux ! Pour



chaque timbre : 2 cigarettes. Après l'expérience : dix cigarettes ou des bonbons... La direction, elle, touchait de l'argent... par « honnêteté morale » sans doute.

Expliquant pourquoi cette horrible affaire n'était révélée qu'aujourd'hui, un élève a déclaré : « Nous avions peur, nous sommes rendus « dociles » par la discipline, mais le mouvement lycéen nous a aidés à avoir le courage de dénoncer cela. »

Certains se sont étonnés qu'en plein XX^e siècle, dans la France « civilisée », de telles choses puissent se produire : mais c'est la

logique même de ce système pourri et décadent qu'est le capitalisme, dans lequel l'homme n'est qu'une marchandise.

Pompidou devrait aller voir comment le « respect de l'individu » qu'il exalte dans chacun de ses discours est appliqué dans les Œuvres de Mme la Présidente...

Mais il ne suffit pas de s'indigner. Il faut exiger que la lumière soit faite, et en particulier qu'on retrouve les médecins et le laboratoire coupables d'un tel crime.

Solidarité active avec les apprentis de Meudon !

